

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Les INTOX DE L'EXTRÊME DROITE

Immigration, islam, sécurité, économie... Alors que les contrevérités portées par le RN gangrènent le débat public, plus de 500 organisations de gauche, partis politiques, syndicats, ONG et collectifs appellent à la mobilisation contre le racisme et le fascisme, ce samedi, partout en France. P. 2

GONZALO FUENTE / REUTERSS - PHOTONONSTOP / AFP

L'Humanité / des débats /

Histoire Jules Verne est mort, son œuvre est vivante

L'auteur de *Vingt mille lieues sous les mers* s'éteint à Amiens le 24 mars 1905. Plus de 5 000 personnes assisteront à ses obsèques. P. 27

Entretien «Il faut désoccidentaliser l'universalité»

Historienne et autrice, Sophie Bessis interroge le double fondamentalisme, marchand et religieux, qui mène l'humanité dans l'impasse. P. 24

Agora Crise du logement, comment relancer la construction?

Didier Vanoni, économiste. Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat. Ian Brossat, sénateur PCF de Paris. P. 20



M 00110 - 321 - F: 2,90 €

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



ÉDITORIAL

PAR CATHY
DOS SANTOS

Chiffon brun

Il était minuit moins le quart, puis minuit moins une minute, à la veille du scrutin législatif de 2024. L'extraordinaire sursaut citoyen et républicain de l'entre-deux-tours a empêché le Rassemblement national d'accéder au pouvoir ; son score a néanmoins propulsé une armada de lepénistes à l'Assemblée. Depuis, ils dictent leur agenda et imposent leur novlangue nauséabonde à un gouvernement illégitime, dont nombre de membres ont fait leurs les antennes racistes les plus délirantes et malsaines. La France serait ainsi engloutie par une prétendue « *submersion migratoire* ». Qu'importe si les faits contredisent ce chiffon brun agité par l'extrême droite et une bonne partie de la droite qui a définitivement enterré le legs gaulliste.

Le discours, qui charrie la haine de l'autre, vampirise les esprits, il stigmatise les étrangers, mais également les binationalas. Il constitue un terrible levier de division de la population et des travailleurs. Dans ce climat de surenchère, l'exécutif en profite pour remettre en cause des libertés publiques et des droits fondamentaux – en premier lieu, le droit du sol. S'ensuivent les passages à l'acte. Qui peut croire que la banalisation,

Les organisateurs des marches du 22 mars ont mille fois raison de sonner l'alerte, d'appeler au réveil des consciences.

ou plus exactement la normalisation des thèses de l'extrême droite, n'est pas étroitement liée à l'explosion des paroles et des actes racistes, xénophobes, antisémites ? **Les plus de 500 organisations - syndicats, associations, partis politiques** – à l'origine des manifestations de ce 22 mars, au lendemain de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, ont mille fois raison de sonner l'alerte, d'appeler à la mobilisation et au réveil des consciences. La rue ne peut être la propriété des groupuscules identitaires qui défilent crânement, comme l'ont fait leurs mentors des ligues factieuses. On ne peut que souhaiter que les défilés soient une réussite à l'image de la dynamique rassembleuse de l'entre-deux-tours des législatives, et espérer que la communication erratique de la France insoumise – qui a osé user de codes similaires à la propagande antisémite des années 1930 – ne vienne pas brouiller les mots d'ordre de ces marches salutaires. La gravité du moment ne peut souffrir aucune faute. Il est toujours minuit moins une. ■

Petit manuel de combat contre l'extrême droite

ANTIRACISME Alors que les idées xénophobes continuent de se propager, les contrer passe d'abord par rétablir la réalité sur leurs postulats. Démonstration, avec quatre préceptes clés des réactionnaires, démentis par les faits.

I y a neuf mois, une mobilisation exceptionnelle contre l'extrême droite au second tour des législatives anticipées a offert, au minimum, une respiration à la République, un sursis. Mais que reste-t-il, depuis, de ce front ? Emmanuel Macron a choisi de confier à Marine Le Pen les destins de ses gouvernements. Son premier ministre, François Bayrou, parle désormais de « *submersion migratoire* » et son ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, porte un discours d'extrême droite au sommet de l'État au prétexte que « *c'est ce que les Français attendent* ». ■

La gauche, de nouveau divisée et difficilement audible, doit reprendre en main ce combat contre la menace, qu'en carne le RN (lire page 4). C'est le sens des marches contre le racisme et le fascisme organisées ce samedi 22 mars. Il convient aussi d'enrayer une machine infernale qui, des responsables politiques aux médias, valide progressivement les représentations de l'extrême droite et continue de la légitimer (lire l'entretien avec François-Xavier Demoures, page 5). Notamment celles selon lesquelles la France est mise en danger, dans son identité et dans sa chair, par l'immigration, l'islam et une insécurité prétendument grandissante. Des contrevérités qui ne résistent pas à l'examen des chiffres et des études sérieuses sur ces thématiques.

« Les Français sont "grand-remplacés" par les étrangers »

L'expression « grand remplacement » tient du plus pur fantasme de l'extrême droite. À l'entendre, des Français disparaîtraient progressivement au profit de

non-Français. Rien n'est plus faux. À l'heure actuelle, 8,9 millions de personnes vivant en France sont nées à l'étranger, soit 13,1 % de la population, d'après l'Insee. Nous sommes ici bien loin du tsunami migratoire. À titre de comparaison, la part de la population née à l'étranger est de 30 % en Suisse et de 20 % en Suède.

Continuons avec les chiffres. Toujours selon l'Insee, 331 000 immigrés sont entrés en France en 2022, contre 272 000 en 2019. 40 % d'entre eux sont nés en Europe et 35 % en Afrique. Contrairement aux idées reçues, les pays de naissance les plus fréquents pour les immigrés entrés en France en 2022 sont l'Ukraine (12,6 %), l'Algérie (6,4 %) et le Maroc (6,2 %). Ces données montrent la nécessité de déconstruire le mythe selon lequel les pays du Sud partent « à l'assaut » de ceux du Nord, plus riches et prospères. D'ailleurs, ce sont souvent les pays à faibles revenus qui accueillent le plus de réfugiés. Sur les 117,3 millions de personnes déplacées en 2020, 75 % ont migré et vivent dans des pays de même niveau de revenus que le leur, et 69 % migrent vers des pays voisins, relève l'ONG Oxfam.

Par ailleurs, l'extrême droite considère que sont « français » les personnes blanches, et généralement chrétiennes. Or notre définition de la citoyenneté ne reconnaît ni couleur ni religion.

Face à la réalité des chiffres, l'argument de la « *crise migratoire* » s'effondre pour laisser place à un autre constat, celui d'une crise de l'accueil en France. Plutôt que de promouvoir l'intégration des personnes, les pouvoirs publics les stigmatisent en les confinant dans la



DÉCRYPTAGE

Marine Le Pen, présidente du groupe Rassemblement national à l'Assemblée nationale, et Jordan Bardella, président du RN. GONZALO FUENTES/REUTERS

précarité. Cette situation, alimentée par la diabolisation des étrangers, exacerbe les inégalités en renforçant le repli sur soi.

« On n'est plus en sécurité à cause de l'immigration »

À en croire l'extrême droite, les agressions, vols, meurtres et autres larcins en France seraient très largement commis par des immigrés, ici essentialisés et diabolisés. Faux. Selon les données du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) pour 2024, les étrangers représentent 17 % des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie, confirmant ainsi leur statut minoritaire parmi les auteurs présumés d'infractions. Cette proportion, stable depuis des années, contredit l'idée d'une explosion de la criminalité imputable aux populations immigrées. En fait, des amalgames simplistes entre « étrangers » et « immigrés », « mis en cause » et « condamnés » brouillent la réalité. Sans oublier que la précarité, l'exclusion sociale et les discriminations influencent bien plus l'exposition à la délinquance que la nationalité.

Mais pourquoi cette peur persiste-t-elle ? Le traitement médiatique des faits divers y contribue. La nationalité des auteurs est scrutée lorsqu'ils sont étrangers ou perçus comme tels, renforçant l'idée d'un lien entre immigration et délinquance. À l'inverse, les violences

intrafamiliales, plus fréquentes, restent sous-média-tisées car n'appuyant pas le récit dominant. En 2023, plus de la moitié des victimes de violences physiques recensées l'ont été au sein de leur famille.

Enfin, le discours sécuritaire de l'extrême droite séduit particulièrement dans les zones peu confrontées à l'immigration. Plusieurs études montrent que le vote en faveur de l'extrême droite est plus élevé dans les zones rurales à faible présence immigrée. Ce vote repose davantage sur des craintes symboliques que sur une expérience directe avec l'immigration. Le sentiment d'insécurité est souvent fantasmé, alimenté par des perceptions erronées, ce qui explique en partie l'implantation du RN dans les classes populaires et moyennes de ces zones, validant ainsi la « théorie de la menace », où l'étranger est perçu comme une figure abstraite, associée à une représentation sociale dont les électeurs cherchent à se distinguer.

« Les étrangers plombent notre modèle social »

C'est une idée reçue factuellement fausse, mais aux conséquences dévastatrices : le RN (et, de plus en plus souvent, une bonne partie de la droite) attribue souvent le creusement de nos déficits publics à la présence des étrangers, qui viendraient « piller » les aides sociales en France – RSA, aide médicale d'État (AME), etc. Ce

fantasme de l'étranger profiteur s'impose hélas dans une partie de l'opinion : en 2023, un sondage CSA indiquait, par exemple, que plus des deux tiers des sondés étaient favorables à la suppression du versement des minima sociaux aux étrangers.

Pourtant, aucun chiffre ne vient confirmer ce cliché. Précisons d'abord que les étrangers extra-européens (boucs émissaires privilégiés de l'extrême droite), qui veulent bénéficier du RSA (635 euros pour une personne seule), doivent détenir un titre de séjour permettant de travailler en France depuis au moins cinq ans. Selon des statistiques citées par le gouvernement lui-même, en juin 2023, les étrangers extra-européens représentent moins de 16 % des quelque 2 millions de foyers bénéficiaires du RSA.

Pour ce qui concerne l'AME, permettant aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'un accès aux soins à certaines conditions (il faut, par exemple, disposer de moins de 850 euros de ressources mensuelles), son « coût » global ne représentait, en 2023, que 0,3 % de l'ensemble de nos dépenses de santé (d'un total de 325 milliards d'euros). Pour ce qui est de la fraude à l'AME, même si certains cas sont régulièrement médiatisés, les montants en jeu restent extrêmement faibles. Un rapport du Sénat de novembre 2023 estimait le coût de la fraude à 500 000 euros environ pour 2022, soit environ 0,05 % des montants versés.

Surtout, la suppression de l'aide médicale d'État coûterait fort cher, comme le rappellent justement les économistes Philippe Batifoulier et Nader Nefzi, qui ont étudié le sujet : « *S'il faut attendre que les patients soient gravement malades pour les prendre en charge, la dépense de santé ne sera pas seulement différée, elle sera majorée. Les malades seront soignés dans des situations plus critiques qui nécessiteront des soins plus lourds, donc plus coûteux.* »

« L'islam représente un danger pour la République »

Dire que l'extrême droite n'évolue pas serait lui faire injustice. Dans sa stratégie médiatique de désignation d'un bouc émissaire, elle est passée de la haine du « juif » et du « judéo-bolchevique » à la haine du « musulman » et de « l'islamo-gauchiste » (quand bien même l'antisémitisme reste enraciné chez bien des activistes et élus d'extrême droite). À l'entendre, l'islam et les musulmans seraient incompatibles avec la République, et même avec la « culture française ». Bien des combats que l'extrême droite a toujours rejetés (laïcité, féminisme...) sont aujourd'hui retournés par elle à la seule fin de stigmatiser les citoyens de confession musulmane, qui seraient courir un péril imminent à la France. Si chaque personne souhaitant mettre la loi de Dieu au-dessus de celle de la République est à combattre dans notre pays, et ce quelle que soit sa religion, l'extrême droite tente de faire croire que tous les musulmans se comportent de la sorte et qu'ils sont les seuls à le faire.

En réalité, l'immense majorité des 5,8 millions de citoyens de confession musulmane vivent leur foi de façon totalement intégrée dans la République, qui assure à tous la liberté de croire ou de ne pas croire. Les attentats terroristes menés en France par des extrémistes se réclamant d'Allah ont bien sûr constitué un traumatisme, instrumentalisé par l'extrême droite pour dresser les uns contre les autres, et donc faire le jeu des terroristes... S'il faut évidemment dénoncer et combattre tous les intégrismes, l'idée selon laquelle tous les musulmans le seraient tient de la fable raciste. Les réactionnaires fantasment une identité blanche et catholique. À la cohésion et au métissage, ils opposent la panique identitaire, en bons défenseurs d'un capitalisme qui a besoin de diviser pour mieux régner. ■

CYPRIEN BOGANDA, FLORENT LE DU, CLARA-AMEL MORAL,
BÉRÉNICE PAUL ET AURÉLIEN SOUCHEYRE

Tous les voyants d'alerte sont au rouge : c'est « l'heure de la riposte », selon le mot d'ordre des organisateurs. Ce samedi 22 mars, dans plus de cent villes de métropole, associations, syndicats et partis politiques de gauche défileront ensemble contre le racisme et le fascisme. Une mobilisation coordonnée par la Marche des solidarités et la Ligue des droits de l'homme (LDH). Cette initiative, qui fait suite à la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, ce vendredi, s'inscrit dans un contexte particulier de montée du fascisme dans le monde, aux airs de rouleau compresseur.

L'extrême droite est ainsi en position de prendre le pouvoir ou de participer à des gouvernements dans la plupart des pays occidentaux, sous cinq ans. En France, elle a désormais des milliers d'élus, nationaux ou locaux, qui maillent le territoire. Les micros de tout le pays lui sont ouverts, bien au-delà des médias détenus par ces alliés milliardaires (Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérim). À l'international, elle bénéficie du supermécénat d'une des premières fortunes mondiales, Elon Musk, et du président de la première puissance mondiale, Donald Trump. Une machine rodée qui œuvre au grand renversement des signifiants, à la diabolisation du progressisme remarketé en « wokisme », et cherche désormais à faire son nid jusque dans les luttes féministes et LGBTQI+ (fémo et homonationalisme).

DES POLÉMIQUES QUI DIVISENT

Cesamedi, la marche renouera avec l'esprit unitaire antifasciste qui a présidé à la campagne du Nouveau Front populaire (NFP) cet été, en réunissant dans un même mouvement associations, partis politiques et syndicats. « Il ne faut pas oublier que, cet été, on a démontré qu'une majorité de gens refusaient toujours d'être gouvernés par l'extrême droite », signale Nathalie Tehio, présidente de la LDH. La nécessité d'un front commun fait consensus : « La gauche a le devoir de se rassembler pour faire face au sentiment d'impuissance et de débordement par l'extrême droite », acquiesce Bora Yilmaz, président de la commission antiracisme du PCF. « Il y a besoin d'un sursaut populaire, d'un message d'unité et de solidarité », souligne Manuel Bompard, coordinateur national de la France insoumise. Les différents participants abondent aussi sur la responsabilité du gouvernement dans la montée de l'extrême droite, alors que les troupes macronistes ont participé au front républicain lors des législatives : « C'est hypocrite de prétendre incarner une alternative au trumpisme, tout en défendant une politique migratoire qui, toutes proportions gardées, participe de la même logique, à savoir ériger des murs », cingle Vincent Gay, secrétaire général d'Attac.

Mais ces consensus masquent mal les divisions qui agitent et abîment la gauche. L'élan du NFP s'est brisé sur les fractures qui avaient été glissées sous le tapis (rapport à



Paris, 12 juin 2021, lors de la Marche des libertés, à l'initiative d'organisations syndicales, associatives et politiques. DRAGAN LEKIC / HANS LUCAS

Le nécessaire sursaut des forces progressistes

Les principaux partis de gauche défileront, ce samedi 22 mars, dans toute la France, aux côtés de syndicats, de collectifs et d'associations. Une respiration unitaire, alors que l'offensive réactionnaire internationale agit comme un rouleau compresseur.

l'Europe et à l'Otan, entre autres exemples) et sur les agendas partisans particuliers. « Cela peut paraître paradoxal, mais je pense que l'offensive libertarienne et réactionnaire en cours nous offre l'occasion de nous reconstruire et de nous remettre au centre de la bataille culturelle », avise Chloé Ridel, porte-parole du PS. « Quand il y a un sursaut nécessaire, même si on s'envoie des piques, on sait s'unir », veut aussi rassurer Aminata Diakité, porte-parole des Écologistes. Mais le réflexe antifasciste ne peut prévaloir uniquement quand le RN a un pied dans la porte du pouvoir, comme cet été. Avec les municipales 2026 et la présidentielle 2027 pour échéances, la compétition interne à la gauche a pour le moment

repris le dessus. « Les assos et les syndicats font le travail d'unité, même si c'est un combat de tous les jours », salut Gérard Ré, membre du bureau confédéral de la CGT.

Exemple paroxystique de ces tensions : la polémique autour de l'affiche de la FI à l'effigie de Cyril Hanouna, à connotation antisémite. Une faute, quand on prétend communiquer sur une marche antiraciste, qui a ajouté de la division à la division. Le visuel était « ignoble » pour le PCF, « intolérable », pour le PS. « C'est aussi une marche contre l'antisémitisme ! » rappelle-t-on du côté des Verts. « C'est une véritable connerie, cette affiche, ça n'a rendu service à personne, on a parlé que de ça et pas assez du 22 mars », grince un participant. « L'objectif n'est pas de faire de cette marche un moment polémique ou de règlements de comptes », considère, pour sa part, l'in-soumis Manuel Bompard, qui estime que personne « n'est obligé d'aller cotiser aux polémiques initiées par l'extrême droite ». Or, c'est oublier que la séquence a créé un vif émoi parmi les organisateurs de la manifestation. Auprès de l'*Humanité*, la LDH et Attac confirment avoir échangé chacun avec la FI à la suite de la publication du visuel, assorti d'un courrier regrettant que cette polémique « décrédibilise l'ensemble du combat antiraciste ». « Le racisme est un des moyens qu'utilisent l'extrême droite et l'oligarchie pour diviser et mieux régner, pointe la socialiste Chloé Ridel. On ne peut être aveugle à aucune de ses formes. Le rôle de la gauche est de recréer du commun. »

UN MOUVEMENT ANTIRACISTE DE MASSE

Reste à savoir comment. Au-delà de la marche de ce samedi, il est attendu des forces progressistes qu'elles fassent preuve d'initiative, qu'elles passent d'une gauche de constats à une gauche de combats. Ce vendredi, les grandes centrales (CGT, CFDT, FO, FSU, Unsa...) ont lancé, en parallèle de la marche, une campagne intersyndicale de lutte contre le racisme dans l'entreprise. Une initiative saluée par le PCF. « Nous pensons qu'il est possible de créer un mouvement antiraciste de masse autour de la question du travail, explique Bora Yilmaz. C'est une manière de répondre au racisme tout en l'articulant avec le combat de classe : en rassemblant les travailleurs et les classes populaires, par-delà les différences identitaires. » Les communistes restent d'ailleurs circonspects devant la stratégie de la « nouvelle France », théorisée par Jean-Luc Mélenchon, qui veut faire des grands centres urbains métissés le moteur de la « révolution citoyenne ».

Encore une fracture ? « Il n'y a pas de gauches irréconciliables sur l'antiracisme, veut croire le numéro un d'Attac, Vincent Gay. Au contraire, c'est notre dénominateur commun. Il y a différentes approches, différentes cultures et différents agendas. Mais rien d'incompatible. » ■

CYPRIEN CADDEO

Sur Humanité.fr

Retrouvez la liste des mobilisations sur Humanite.fr

« Cessons de croire que Marine Le Pen a déjà gagné »

Dans son livre *Montée de l'extrême droite, une prophétie autoréalisatrice ?*, François-Xavier Demoures pointe les dangers de penser qu'une victoire du RN est attendue et inéluctable.

Pourquoi parlez-vous de « prophétie autoréalisatrice » à propos d'une victoire prochaine du RN, qui pour certains paraît inéluctable ?

Une prophétie autoréalisatrice est une description erronée du réel, déclenchant des comportements qui, en conséquence, font que cette description erronée va devenir vraie. En France, les élites politiques, médiatiques, voire économiques sont sincèrement convaincues que la société tend vers l'extrême droite. En conséquence, elles adoptent des comportements qui font que, en réalité, le RN progresse davantage. Si vous demandez à un responsable de parti ou de média pourquoi leur programme ou leur ligne éditoriale se droitise, ils vont répondre « parce que c'est ce que veulent les gens ». Ils voient la société plus à droite qu'elle ne l'est vraiment et vont donc élaborer une offre qu'ils imaginent répondre à une demande.

Au vu des derniers résultats électoraux, il paraît difficile de leur donner tort...

Certes, mais c'est pourtant le cas. Vincent Tiberj le démontre bien dans son livre *la Droïtisation française, mythe et réalités* (PUF). Les études de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) montrent aussi que la société est de plus en plus tolérante, qu'il y a des attentes réellement fortes en matière de solidarité, de protection des travailleurs... Le vrai changement, c'est que les « intolérants », même moins nombreux que les autres, votent davantage à l'extrême droite que dans le passé. De la même façon, une partie de l'électorat conservateur se sent désormais autorisée à faire le pas. Dans les deux cas, c'est un contexte qui va provoquer la bascule. Et celui-ci est lié à ce changement de comportement des responsables politiques et médiatiques. C'est un cercle vicieux. Il faut arrêter cette spirale qui nous fait croire que Marine Le Pen a déjà gagné.

En quoi les comportements politiques et médiatiques changent-ils ?

Avec quelles conséquences ?

La hiérarchie de l'information, les cadres médiatiques vont s'adapter à cette vision. Cela a une influence sur le vote. Une étude de Jérôme Valette



Paris, 15 juin 2024, défilé du Nouveau Front populaire. VALÉRIE DUBOIS / HANS LUCAS

et Sarah Schneider-Strawczynski (1) pour le CNRS a montré que, sur la période 2013-2017, si une personne a été exposée à un traitement de la crise migratoire centré sur le coût de l'immigration, l'idée d'une menace, de déséquilibre pour l'identité, cela a durci sa perception générale de l'immigration. À l'inverse, des reportages faits dans d'autres pays d'accueil ont provoqué davantage d'empathie. Côté politique, la droite triangule, convaincue que c'est en se réappropriant les idées et les thématiques de l'extrême droite qu'elle va l'emporter. C'est pour moi l'erreur majeure qui alimente le RN. La droite n'a toujours pas compris que, plus elle va sur son terrain, plus elle sert le Rassemblement national.



FRANÇOIS-XAVIER DEMOURES
Fondateur
d'Étonnament, si,
agence de stratégie narrative

Pour vous, la gauche alimente-t-elle aussi ce cercle vicieux ? À gauche, ce combat contre l'extrême droite devient central. Le problème étant que, plus on met ces thématiques au cœur de l'agenda en étant dans la riposte, le contre-récit, plus il y a de risques de maintenir à l'agenda des thématiques qui sont favorables à l'extrême droite. Bien sûr, il faut continuer à montrer quelle est la vision du monde de l'extrême droite, que son projet est antirépublicain et antidémocratique, alors que de plus en plus de gens adhèrent au discours sur la préférence nationale ou contre l'aide médicale d'État

par exemple. Mais la gauche ne gagnera que si elle a un autre récit à proposer, basé sur ses propres thématiques. Et on peut être optimiste sur ce point : la gauche a les briques, la question reste comment les combiner. Sur l'écologie, le social, le féminisme, la gauche doit réussir à lier plusieurs de ces récits.

Ce serait un moyen de mettre fin à la spirale de la prophétie autoréalisatrice ?

Oui, je le pense sincèrement. Il faut par ailleurs mettre d'autres grilles de lecture de la société en avant, marteler les travaux de la CNCNDH et de Vincent Tiberj, prendre d'autres thermomètres que l'état du débat public, les résultats électoraux ou certains sondages. Un exemple me semble frappant : beaucoup de médias ont repris, dans le dernier baromètre du Cevipof, le chiffre selon lequel 63 % de Français trouvent qu'il y a trop d'étrangers. Mais personne ne précise que c'est le même chiffre depuis quinze ans ! Et d'autres résultats ne sont jamais communiqués. Dans la même étude, 49 % répondent « oui » à l'affirmation « Il faudrait que la France évolue vers un modèle multiculturel qui permet à chaque communauté d'affirmer son identité ». Il y a ici une augmentation de 10 points. Analyser ce chiffre nous amène à une tout autre vision de la société et de son évolution. Il faut faire comprendre aux élites qu'on peut regarder la société d'une autre manière et ainsi enclencher d'autres dynamiques. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR FLORENT LE DU

(1) « L'impact des médias sur les attitudes envers l'immigration », 2022.

«Être dans la marge, c'est faire partie d'un tout, mais en dehors de l'élément principal.»

bell hooks

LA FEMME DU JOUR**Kirsty Coventry**

C'est une belle surprise ! Historique ! Il y avait 7 candidats au départ dont une femme. On attendait l'Anglais lord Sebastian Coe, qui dirigea les JO de Londres, voire le Français David Lappartient, patron de l'UCI, et c'est finalement Kirsty Coventry (41 ans) qui est sortie du chapeau. La Zimbabwéenne a été élue présidente du Comité international olympique (CIO) ce jeudi dès le premier tour. À bulletins secrets, la centaine de membres du cénacle sportif a accordé à l'ancienne nageuse une majorité absolue. Un fait rare car tout s'est joué dès le premier tour. Septuple médaillée en natation dont deux titres olympiques, elle succède ainsi à l'Allemand Thomas Bach et devient le 10^e président du CIO, la première présidente africaine à la tête d'un tel organisme sportif international. ■

ÉRIC SERRES

COUP DE PROJECTEUR

Retour à la maison

La France a restitué au Honduras 133 pièces archéologiques précolombiennes, en possession du musée du Quai Branly depuis les années 1980, lors d'une cérémonie dans la capitale, Tegucigalpa, le 19 mars. L'Institut hondurien d'anthropologie et d'histoire, à l'origine de la demande, est encore en discussion avec d'autres pays.

C'EST UN MONDE

Hameçonnage policier

Une mère de famille sans papiers a été arrêtée près d'une distribution de colis alimentaires du Secours populaire français à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), le 18 mars. RESF 63 dénonce une «chasse aux sans-papiers», alors que les contrôles se multiplient aux abords des distributions alimentaires de l'association.

L'œil de Soph'

COVID.5 ANS APRÈS, ON OBSERVE UNE DÉGRADATION DE LA SANTÉ MENTALE DES ADOLESCENTS –



LA BONNE NOUVELLE Olivier Grondeau libre, après 29 mois de détention en Iran

Un otage français de moins dans les prisons iraniennes. Le 17 mars, Olivier Grondeau a été libéré après avoir passé 29 mois dans les geôles du régime des mollahs. L'information a été révélée trois jours plus tard sur X par Emmanuel Macron. « Nous partageons l'immense bonheur et soulagement de sa famille », a-t-il écrit, tout en assurant que « la mobilisation ne faiblira pas » pour la libération de Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris toujours retenus par Téhéran. Arrêté le 12 octobre 2022 à l'occasion d'un voyage

touristique dans la ville de Shiraz, alors que le pays était traversé par le mouvement Femme, Vie, Liberté, le Français avait été jugé et condamné en 2024 à cinq ans de prison ferme pour « collecte d'informations en vue de les remettre au service d'espionnage adverse », accusations qu'il a toujours démenties. Cette remise en liberté intervient après de longues négociations entre les deux pays et dans un contexte de bras de fer entre les Occidentaux et l'Iran sur son programme nucléaire. ■

HÉLÈNE MAY

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéo La France est un des pires élèves d'Europe en matière de santé des nourrissons : chaque année, en moyenne, ce sont 2800 bébés qui perdent la vie. Une donnée tragique sur laquelle ont enquêté Anthony Cortes, journaliste à l'Humanité, et Sébastien Lurquin, reporter indépendant. Dans leur ouvrage qui vient de paraître, ils montrent comment ces décès sont le fruit d'un cocktail fatal d'obsessions libérales, de dogmatisme médical et d'austérité.

Climat L'organisation météorologique mondiale (OMM) a remis un nouveau rapport sur l'état du climat mondial, avec toute une série de constats accablants. Parmi les inquiétudes relevées : la concentration atmosphérique de dioxyde de carbone n'a jamais été aussi élevée en 800 000 ans.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Terreur

Ils ont été sommés de rendre leur carte de presse, l'accès à leur bureau leur a été interdit. 1300 journalistes de la chaîne et radio Voice of America (la Voix de l'Amérique) ont été suspendus, avertis par courrier électronique. À première vue c'est un paradoxe. La chaîne était jusqu'alors considérée comme l'un des organes majeurs de l'influence américaine dans le monde. Pas assez trumperie, financée par le Congrès, avec des journalistes à leur manière indépendants. Il y a désormais une seule voix. Dans la charrette pour la guillotine médiatique : Radio Free Asia, Radio Free Europe... Le pouvoir judiciaire ? Dernier exemple en date, l'interruption, sur instruction expresse du président, des poursuites engagées pour corruption et financement illégal de campagne contre le maire démocrate de New York, ou comment se faire des amis. La procureure a démissionné. Autre cible, les universités. Un proche du pouvoir résume : « L'objet est de voir comment ajuster leur financement fédéral, de manière à les soumettre à une terreur existentielle. » C'est dit. ■

**C'EST UN SCANDALE**

L'éducation nationale censure un conte

Une censure non assumée ? L'éducation nationale a décommandé 800 000 exemplaires d'une version revisitée et modernisée de *la Belle et la Bête*. L'ouvrage, destiné aux CM2, présenterait des thématiques « qui conviendraient à des élèves plus âgés », notamment par la représentation de l'alcool ou des réseaux sociaux, justifie le ministère dans un courrier à Jul, l'illustrateur. Ce dernier a dénoncé une « décision politique » de « censure » envers une version plus représentative des « écoliers d'aujourd'hui ». Et un prétexte, selon lui : « Le « grand remplacement » des princesses blondes par des jeunes filles méditerranéennes serait-il la limite à ne pas franchir pour l'administration versaillaise du ministère ? » a-t-il fustigé. Un ouvrage qu'avait pourtant élogieusement préfacé... la ministre Élisabeth Borne.



De gauche à droite, les représentants des victimes Michel Lavigne (Notre-Dame de Garaison), Bernard Lafitte (Notre-Dame du Sacré-Cœur de Dax), Alain Esquerre (Notre-Dame de Bétharram), et les députés Violette Spillebout (Renaissance), Paul Vannier (FI) et Fatiha Keloua-Hachi (PS), à l'Assemblée nationale, le 20 mars. AMAURY CORNU/HANS LUCAS/AFP

À Bétharram, des cruautés hallucinantes

MALTRAITANCE

Ce jeudi, la première journée d'auditions de la commission d'enquête parlementaire sur les violences scolaires a débuté par la parole des victimes. Celles-ci veulent que ce qu'elles ont vécu ne se reproduise plus.

Tout député ou députée que l'on soit, il fallait avoir le cœur bien accroché pour entendre, jeudi 20 mars, les récits - pourtant brefs, partiels, euphémisés - des représentants des collectifs de victimes de violences dans les établissements scolaires privés et publics. L'effarement,

la stupeur, et parfois même un peu plus, étaient visibles sur les visages. Un voyage au fond de l'ignoble qu'il fallait endurer pour, comme l'a exprimé le député Paul Vannier (la France insoumise), co-rapporteur de la commission avec sa collègue Violette Spillebout (Renaissance), «participer à la libération de la parole» afin d'«empêcher d'autres drames et protéger tous les enfants». Aucun parlementaire de droite ni du Rassemblement national n'était présent le matin à l'audience.

Coups, enfermements, travail forcé, violences psychiques, humiliations... On se refusera ici à décrire par le

menu les souffrances endurées, l'éventail hallucinant des cruautés imaginées par des adultes, jusqu'à la véritable torture, pour les exercer sur les enfants qu'on leur avait confiés. Jusqu'à laisser une enfant fugueuse se faire dévorer par des chiens, monstrueuse scène d'un meurtre jusque-là jamais évoqué, révélée par Éveline Le Bris, représentante

du collectif des victimes de la congrégation du Bon Pasteur d'Angers, devant une commission sidérée. «Ceux qui ont assisté à tout ça sont eux aussi des victimes», a insisté Constance Bertrand, du collectif de l'institution Saint-Dominique de Neuilly-sur-Seine. Éveline Le Bris, petite femme ronde aux cheveux roux, précisant «je ne peux pas dire le fond de ma pensée, ni tout ce qu'on a vécu», résumait: «Ça vous dé-

molit pour la vie.» Dominique Vinson, pour les victimes du collège Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon (Finistère), égrène: «Anorexie, vie sentimentale chaotique, manque de confiance en soi» pour ce qui le concerne, «alcool et drogues, maladies, suicide» pour d'autres.

**Coups,
enfermements,
travail forcé,
tortures
psychiques,
humiliations...**

■■■ Un point a fait l'unanimité : l'absence de contrôles sur ces établissements. Au Bon Pasteur d'Angers, qui recevait des enfants envoyés sur décision de justice, Éveline Le Bris a vu « un contrôle en quatre ans : un juge, qui est resté dix minutes ». Seule Constance Bertrand témoigne qu'à Saint-Dominique, « il y a eu des contrôles, des parents se sont plaints. C'était il y a trente ans » souligne-t-elle, par contraste avec les autres témoignages qui commencent souvent dans les années 1960, voire 1950. Une autre époque, où « une gifle était un geste éducatif » et où « il y avait le martinet dans les familles », tient à resituer Bernard Laffite, qui a eu à subir les mauvais traitements de l'institution dacquoise de Notre-Dame du Sacré-Cœur, surnommée « Cendrillon ».

UN VÉRITABLE BAGNE POUR ENFANTS

C'est ce qui explique, selon lui, le silence. Alors que « tout le monde savait », clame Gilles Parent, du collectif de Saint-François-Xavier, d'Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques). Comme Bernard Lafitte, qui détaille une gradation disciplinaire entre les établissements de la côte Atlantique, sur le mode « si tu fais des bêtises, on t'enverra à... » : à Cendrillon, d'abord, puis à Bétharram. Autrement dit, si les mauvais traitements infligés dans ces lieux demeuraient de l'ordre du non-dit (ou de l'indécible), ils faisaient partie des méthodes disciplinaires pour lesquelles les familles y envoyait des enfants. Les familles, et parfois les institutions : Ixchel Delaporte, représentante des victimes du pensionnat de Riaumont – sur le cas duquel cette ancienne journaliste à l'*Humanité* a publié en 2022 un livre-enquête –, dénonce un véritable bagnement que la Ddass (aujourd'hui l'aide sociale à l'enfance) et les institutions judiciaires finançaient et fournissaient en enfants considérés en « prédélinquance » : « Tout le monde savait, les enfants étaient scolarisés dans les écoles publiques de Liévin (Nord), on pouvait voir sur eux les traces des violences physiques qu'ils subissaient. »

Les représentants des victimes n'entendaient pas se limiter au témoignage : ils avaient des mesures à proposer, qu'Alain Esquerre, porte-parole des victimes de Bétharram, devait aller porter jeudi après-midi à la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne. Parmi elles : la création d'un office national de contrôle des établissements, l'application des 82 propositions de la Ciivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles sur les enfants), la fin de la prescription pour les violences commises sur les enfants... Des exigences qu'ils portent avec la colère et l'énergie de ceux qui entendent bien faire exploser, une fois pour toutes, le mur de silence et de déni dans lequel, des décennies durant, on les a enfermés. ■

OLIVIER CHARTRAIN



Surenchère du Rassemblement national sur le port du voile

RACISME Alors que le premier ministre, François Bayrou, s'est dit favorable à une loi d'interdiction du hijab dans les compétitions sportives, le leader du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, fait monter les enchères en souhaitant son interdiction « dans la rue ».

I y a toujours plus à droite que soi et le gouvernement le découvre à ses dépens. « L'interdiction du voile dans la rue est un objectif à terme », a déclaré, mercredi, sur RMC, Jordan Bardella, le président du Rassemblement national (RN), en réaction aux déclarations de ministres qui souhaitent prohiber le port du hijab pendant les compétitions sportives. Le dirigeant d'extrême droite concède que l'« application » d'un tel principe prendrait du temps. « Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. Il suffit d'aller discuter en Seine-Saint-Denis avec des policiers », stigmatise-t-il. Pour un premier temps, « le port du voile devrait être interdit dans les bâtiments publics », a-t-il énoncé, insistant sur l'université, mais également sur les accompagnantes de « sorties scolaires ».

L'eurodéputé d'extrême droite s'engouffre ici dans la brèche ouverte par le sénateur « Les Républicains » Michel Savin, qui a fait voter, le mardi 18 février, par la chambre haute, une proposition de loi visant à interdire, sous couvert de laïcité, le port du voile lors des compétitions sportives. Cette prohibition toucherait également la pratique amateur.

Le sort de ce texte législatif, qui doit poursuivre sa navette parlementaire, fait débat au sein du camp présidentiel. « Une interdiction générale et absolue du port du voile dans le sport serait contraire à ce qu'est la laïcité en France », a alerté, mardi dernier, sur CNews, Édouard Philippe, ex-premier ministre d'Emmanuel Macron, aux ambitions présidentielles. Élisabeth

Bruno Retailleau, Gérald Darmanin et Aurore Bergé ont fait pression sur l'exécutif afin qu'il soutienne la proposition de loi sénatoriale.

Borne, elle aussi ancienne cheffe de gouvernement, et actuelle titulaire du portefeuille de l'Éducation nationale, a de son côté défendu le principe du libre choix des règlements intérieurs par les fédérations sportives. Si la Fédération française de football (FFF) bannit le hijab dans ses compétitions féminines, celle de handball ou d'autres l'autorisent. En 2023, le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative du pays, avait

autorisé la FFF à maintenir son interdiction, contre l'avis du rapporteur public.

GABRIEL ATTAL FAVORABLE À UNE PROSCRIPTION

Ces interventions d'Élisabeth Borne n'ont guère plu aux ministres de l'Intérieur, de la Justice et de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Bruno Retailleau, Gérald Darmanin et Aurore Bergé ont fait pression sur l'exécutif afin qu'il soutienne la proposition de loi sénatoriale. Le deuxième a d'ailleurs mis sa démission dans la balance. Furieux, le premier ministre, François Bayrou, a dénoncé, lors d'un petit déjeuner avec quelques ministres, les « critiques internes inacceptables ».

Celui qui a évité le mois dernier une motion de censure grâce à la bienveillance du Rassemblement national a toutefois accordé le point à l'aile droite de sa majorité, indiquant soutenir la proposition de loi. Tout comme Gabriel Attal, dirigeant du parti macroniste Renaissance, qui s'est prononcé également pour la prohibition. À l'heure où le gouvernement s'apprête à enterrer les travaux du conclave sur la réforme des retraites, tous les moyens sont bons pour faire diversion. ■

GAËL DE SANTIS

POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE



JE COMMANDE *

Le hors-série *Droit à l'IVG, fragile liberté* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port **, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €

TOTAL DE MA COMMANDE €

* Début de livraison de 10 à 12 jours

** France métropolitaine

PRÉNOM NOM ADRESSE VILLE CODE POSTAL TÉLÉPHONE E-MAIL

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'*Humanité* à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 33, rue des Granges Galand 37550 SAINT-AVERTIN

Mercredi matin, Barbès, cœur battant de l'Algérie à Paris. Sous le soleil frisquet de cette fin d'hiver, le ramadan entre dans sa dernière ligne droite et les étals, sur les trottoirs, débordent de gâteaux sucrés. À l'abri des arrière-boutiques, affairées au-dessus de grandes plaques métalliques, des femmes étalent des galettes, cuisent des crêpes épaisses. Les visages sont un peu las. La rupture du jeûne est encore loin.

Massif et sombre derrière son comptoir, Salah débite en silence des côtes d'agneau. Quarante-cinq ans qu'il est en France, il n'a jamais vu ça. « On se lève le matin, on allume la télé, ça parle de l'Algérie. À midi, l'Algérie. Le soir, toujours l'Algérie. » Il suspend son geste et lève les yeux au ciel. « Ils n'ont que ça à faire, franchement ? Il n'y a pas d'autres problèmes à régler ? » Salah, boucher depuis l'âge de 13 ans, est né à Guelma, il y a soixante-sept ans. « C'était la France », rappelle-t-il. Son grand-père, lui aussi, était français. « Deux siècles, bientôt, qu'on se mélange. Ce n'est pas à cause de deux ou trois voyous qu'ils vont diviser nos peuples », veut-il croire. Les menaces que fait planer Retailleau sur les accords de 1968 ? « Ce n'est pas de son niveau, juge-t-il. Ces histoires-là, c'est aux chefs d'État d'en parler. »

« JE SUIS FIÈRE DE CES DEUX CULTURES »

Au sujet des tensions entre la France et l'Algérie, « les torts sont des deux côtés », avance Noria, 32 ans, un sac de courses sous le bras, des lunettes fumées sur le nez. Barbès, c'est sa vie. Elle y est née. Elle y habite. Elle travaille comme assistante sociale dans une association du quartier. Elle y élève ses quatre filles avec son mari algérien. Parfois, entre eux, le ton monte. « Nous ne sommes pas sur les mêmes positions, dit-elle. Ses parents à lui ont vécu la guerre. Il trouve que c'est bien de tenir tête à la France. » Pour s'informer, Noria regarde TikTok. Elle relativise, elle pense que « ce qui se passe en ce moment, c'est une petite crise, ça va s'arranger ». Un peu inquiète pour sa grande de 11 ans, quand même, qui « a tendance à suivre son père » et se sent « plus algérienne que française ». Noria, elle, ne choisit pas. « Je suis fière d'avoir ces deux cultures », dit-elle, en reprenant sa course vers le marché.

Là, jogging Lacoste et petit bonnet assorti, Mohamed tente de vendre, sous le métro aérien, des paquets de cigarettes de contrebande. « C'est chaud, avec le ramadan, pour trouver des clients. » Il affirme avoir 18 ans. Se dit sans papiers depuis plus de quatre ans, à la merci des gardes à vue, la peur au ventre d'être renvoyé au pays. « J'ai risqué ma vie pour être ici, madame. Je l'ai oublié, le bled ! » Les tensions entre l'Algérie et la France, « ça ne me dit rien », assure-t-il. Pas plus que Bruno Retailleau – « c'est qui ? » demande Mohamed. Figé dans une grosse parka, Isaac secoue la tête. Ce multidiplômé de 25 ans pensait trouver des débouchés en France, parce qu'« en Algérie, il n'y a rien », affirme-t-il. Déception. « Je suis ingénieur



Le 19 mars, au marché de Barbès, à Paris. SAMIR MAOUACHE POUR L'HUMANITÉ

« Ce ne sont pas deux ou trois voyous qui vont diviser nos peuples »

FRANCE-ALGÉRIE Haut lieu de la communauté nord-africaine à Paris, le quartier de Barbès est une caisse de résonance des tensions entre les deux pays.

en chimie industrielle, je parle quatre langues, j'ai un diplôme de microsoudure, et je vends des cigarettes. »

« RETAILLEAU MÉLANGE TOUT »

Sans papiers, Malik l'a été lui aussi, à son arrivée il y a six ans. Un patron de café a accepté de l'embaucher et, aujourd'hui, il a sa carte de séjour. « Je suis enfin tranquille, mais je pense aux autres. » À cause de la surenchère entre Paris et Alger, « les gens recommencent à avoir peur, même s'ils ont une attestation de dépôt de leur dossier ». Il en veut à Bruno Retailleau qui, dit-il, « se prend pour un ministre des Affaires étrangères et mélange tout ». Pour Malik

comme pour la plupart des Algériens croisés à Barbès, le véritable problème tient en deux mots : extrême droite. « Depuis que le gouvernement lui court après, on n'a jamais croisé autant de mauvais regards », acquiesce Rami, en France depuis vingt ans. « Tous les jours, ils inventent un truc. Hier, c'étaient les influenceurs algériens. Aujourd'hui, c'est le voile dans le sport », énumère-t-il. Pour Malik comme pour Rami, la plupart des médias français sont gangrenés par les idées de Marine Le Pen. Malik y voit des « fantasmes ». « L'extrême

droite, elle ne vient jamais à Barbès ! » Tous les deux jours, il appelle ses sept frères et sœurs, restés au pays. « Ce sont eux, maintenant, qui ont peur pour moi. »

Salah a fini d'emballer sa viande. D'un léger coup de menton, il désigne le boulevard où, entre deux camionnettes, s'amoncellent cagettes et cartons. « Aulieu de nous prendre pour cible, le gouvernement ferait mieux de s'occuper de l'économie du pays, gronde-t-il. Il faut voir, à la fin du marché, tous ces Français qui ramassent les poubelles... » ■

REPORTAGE

Pour Malik comme pour la plupart des Algériens croisés ici, le véritable problème tient en deux mots : extrême droite.

Élisabeth Fleury

**ZIGZAG DE MARCANGELI**

Le ministre de la Fonction publique, Laurent Marcangeli, qui a décrété un gel du point d'indice pour 2025, a promis des « discussions » avec les syndicats sur les rémunérations, découvrant qu'« il y a un problème d'attractivité » dû notamment aux salaires.

1,5 MILLION DE LÉSÉS DU CHÔMAGE

Concernant la réforme de l'assurance-chômage de 2019, en vigueur depuis 2021, l'Unédic estime que, sur les 3,3 millions de personnes soumises à ces règles, « environ 1,5 million ont été impactées » par le montant de leur allocation ou dans la durée de son versement.

RISQUES À HACHETTE LIVRE

Dans un message dévoilé par Challenges et l'AFP jeudi, les élus du comité social et économique central de Hachette Livre prennent position contre l'idéologie de « la sphère Bolloré » (CNews, JDD, Europe 1) qui fait peser un « risque industriel et social sur (leurs) activités ».



Nantes (Loire Atlantique), le 19 mars. Assemblée générale de Culture en lutte au Lieu unique.

**REPORTAGE**

Préparatifs pour la mobilisa

Nantes (Loire-Atlantique), correspondance particulière.

Occupé depuis cinq jours le Lieu unique maintient pour l'heure ses activités. Le mouvement initié par la CGT spectacle et le collectif de professionnels Culture en lutte cherche à rebondir après une première mobilisation fin 2024. Celle-ci suivait dans la foulée des annonces de la présidente des Pays de la Loire, Christelle Morançais, sur des économies de 82 millions d'euros dans le budget régional impactant culture, sport, missions locales, associations. La lutte cherche aujourd'hui à s'élargir et à se catalyser : avec les postiers du piquet de grève des Sorinières, un centre de tri de La Poste près de Nantes, ou les éboueurs de la ville, chez qui court toujours un préavis.

Jeudi matin, Culture en lutte donnait rendez-vous devant les locaux de l'agence régionale de santé pour former cortège. Julie, rattachée à l'Éducation nationale, est venue témoigner à l'AG du mercredi soir : « Nous devons mener une réflexion collective de convergence des luttes car nous sommes en train de nous faire rayer de la carte. Le pouvoir est en train de méticuleusement nous ramener au XIX^e siècle avec cette épée de Damoclès de la guerre. »

Après avoir mis un pied dans la porte lundi, les occupants de la scène nationale de Nantes ont désormais investi les 1 200 m² de la salle d'exposition la Cour. Les rangs avaient commencé à s'étoffer, mardi, avec l'assemblée générale des plasticiens et, le lendemain soir, environ 150 personnes se sont passé le micro pour évoquer la riposte face à « ce plan social qui ne dit pas son nom ». « C'est 3,5 millions d'euros en moins pour la seule ville de Nantes », détaille Aymeric



Jusqu'au 23 mars Journées des professionnels des arts, du spectacle et de la culture à l'appel de la CGT, SUD et la CNT, contre le désengagement financier de l'État et des collectivités.

22 mars Associations et syndicats défilent dans le cadre de la Journée internationale contre le racisme.

25 mars À Arles, à 12h30, meeting en présence de Sophie Binet devant la bourse du travail.

26 mars Rassemblement devant le commissariat de Nanterre (Hauts-de-Seine), à partir de 9 heures, en soutien au secrétaire général de la CGT commerce, après une plainte

à son encontre déposée par la direction de Metro.

7 avril Le collectif Notre santé n'est pas à vendre propose de battre le pavé contre le « *recul historique de l'accès aux soins* ».



tion à venir, décidée en assemblée générale.

Seassau, adjoint à la culture (PCF). « Le politique ne doit pas se mêler de programmation et on ne laisse pas le marché réguler l'offre culturelle. Jusqu'ici, seule l'extrême droite osait s'attaquer à ces deux principes essentiels. Certains lieux ne savent pas comment finir l'année, même en arrêtant leur programmation au printemps. »

DES STRUCTURES CONTRAINTEES DE LICENCER

Dix emplois sont, par exemple, concernés au pôle régional des arts visuels et chez Mobilis, celui du livre et de la lecture. Sans parler des petites structures indépendantes, des compagnies dont les membres appréhendent de se retrouver au RSA avec l'obligation nouvelle de 15 heures d'activité hebdomadaire. « On croule déjà sous les démarches,

pour juste survivre », résume une plasticienne.

Dans cette urgence, le mouvement cherche des modalités d'action. L'espace dédié aux musiques actuelles Trempo est à l'arrêt, le théâtre TNT aussi, certains, permanents comme intermittents, le sont aussi à Quai des Chaps, route de

Sainte-Luce. À la fin de l'AG sera voté un appel à la grève. Mais la question reste épingle dans un secteur atomisé et fortement mis en concurrence, qui voit chaque création comme son « bébé ». Colyne Morange, metteuse en scène à la Stomach Company, suggère : « Si on a 30 % de budget en moins, ne jouons que 70 % du spectacle et tournons-nous vers le public pour en parler à la fin. » Marie Fourcin, du Théâtre

Le vent se lève... et le monde de la création appelle à résister

À l'initiative du PCF, et dans la foulée de son appel « Vive la culture ! », acteurs, écrivains, syndicalistes, élus de gauche se réunissent dimanche à la Bellevilloise.

L'actrice Anna Mouglalis sera présente dimanche à la Bellevilloise, à Paris. Il y a quelques jours dans un entretien à *l'Humanité magazine* elle disait : « On sacrifie l'hôpital, l'école, la culture et la jeunesse, en décidant de l'apauvrir et de la faire basculer dans l'obscurantisme. » On pense, dans la période que nous vivons, à ces paroles de la chanson *le Temps des fleurs*, « et puis sont venus les jours de brume, avec des bruits étranges et des pleurs », et on le mesure aujourd'hui avec gravité comme avec les mots de Paul Valéry à la fin de son poème *le Cimetière marin* : « Le vent se lève il faut tenter de vivre ». Car si ce sont bien les activités culturelles qui sont menacées – et pas seulement dans la région des Pays de la Loire avec les mesures à la tronçonneuse de sa présidente Christelle Morançais, mais un peu partout dans le pays –, ce n'est pas d'une défense corporatiste qu'il s'agit. Il n'y a pas que la droite et son extrême pour présenter les gens de culture comme des parasites vivant de l'argent public, des élites coupées des réalités et cultivant l'entre-soi. Avec la culture, ce qui est en question, c'est une vision du monde. Guerres, bombardements, inégalités insensées, désastres environnementaux,

contrôle des cerveaux, retour du fascisme dans les habits neufs de la haute technologie avec des hyper-milliardaires... C'est à tout cela qu'il s'agit de faire face.

À la Bellevilloise, l'actrice ne sera pas seule, dans un échange tout l'après-midi avec le public. On y dialoguera aussi avec le secrétaire général de la CGT spectacle, Maxime Séchaud, des députées et députés FI, PCF, écologiste, socialiste, l'écrivain et cinéaste Gérard Mordillat, le poète et éditeur Bruno Doucey, le chanteur Raphaël

Guerres, inégalités, contrôle des cerveaux, retour du fascisme... C'est à tout cela qu'il s'agit de faire face.

Herreras du duo Terrenoire, Rémy Cardinale, concertiste et animateur du Réseau Salariat, la FSU culture scientifique, Sylvie Gouttebaron, directrice de la Maison des écrivains et de la littérature, Aymeric Seassau, adjoint à la culture à la mairie de Nantes... Il y a trois semaines, à l'initiative de la commission culturelle du PCF, un appel invitait à inventer de nouveaux états généraux de la culture. Après

Paris, des initiatives sont en cours à Marseille, Lyon, Nîmes. Pour l'animateur de la commission et initiateur de l'appel, Pierre Dharréville, il y a urgence à « *rénover partout le champ de la culture, à faire émerger un large mouvement de riposte* ».

Car c'est le budget de la Culture qui est rétréci, au niveau national comme dans les collectivités locales, c'est la fin de la part collective du pass Culture, et ce sont les menaces sur le service public de l'audiovisuel. Qui sont, interroge l'appel, « *ces gens qui se réjouissent d'empêcher la création ? (...) Qui sont ces gens qui espèrent nous priver de nos joies, de nos rencontres, de nos questions, de nos rêves. Que cherchent-ils ?* » Et plus loin, « *les nouveaux oligarques engagent leur puissance financière dans une guerre culturelle sans merci, dans laquelle ils se revendiquent de la liberté d'expression pour la dévitaliser, pour détruire la loi, pour légitimer le racisme, le sexism ou l'homophobie, les fausses informations et les tyrannies* »... « *Le sommeil de la raison, écrit Goya, engendre des monstres.* » Comme l'asphyxie de la culture. Oui, le vent se lève. ■

MAURICE ULRICH

« *Vive la culture !* », dimanche 23 mars à 14 heures, à la Bellevilloise, 16-21, rue Boyer, Paris 20^e.

de leur spectacle After show jeudi soir, c'était la dernière d'une série de trois. » Alors que la Gaîté lyrique a été évacuée manu militari à Paris, mercredi, la question de la pérennité de l'occupation après la date du 22 mars se pose aussi. « *Tout est possible, le meilleur comme le pire, que ça se prolonge jusqu'à la victoire ou que ça périclite* », commente Rodolphe Toupin, artiste chorégraphe et professeur de danse. En 2012, avant que les forces de sécurité n'interviennent, le Lieu unique avait été occupé quinze jours par une cinquantaine de sans-abri et de militants du collectif Un toit pour toutes et tous. Dans une salle du premier étage, là où tout a recommencé en 2012 pour Culture en lutte. ■

NICOLAS MOLLÉ

REPORTAGE PHOTOS MAYLIS ROLLAND/HANS LUCAS POUR *L'HUMANITÉ*

« Si on a 30 % de budget en moins, ne jouons que 70 % du spectacle. »

COLYNE MORANGE,

METTEUSE EN SCÈNE



Le 20 mars, à Paris, comme dans tout l'Hexagone, les seniors étaient mobilisés afin d'obtenir des mesures immédiates pour améliorer leurs conditions de vie. SAMIR MAOUCHE POUR L'HUMANITÉ

Les retraités lancent leur printemps des luttes

MOBILISATION Huit organisations syndicales ont appelé à manifester partout en France, ce jeudi, pour une augmentation des pensions, un droit à la santé, l'accès à l'autonomie et la reconquête de la protection sociale, alors que le conclave sur les retraites est au bord de l'explosion.

Le très ensoleillé équinoxe du printemps avait une saveur sociale cette année. Tandis que FO, l'U2P, puis mercredi, la CGT ont quitté le « conclave » sur les retraites convoqué par François Bayrou, les organisations syndicales de retraités sont montrées soudées partout sur le territoire, à l'occasion d'une journée de mobilisation. Elles réclament un

âge légal de départ à la retraite à 60 ans – contre 64 depuis la réforme de 2023 –, alors que le premier ministre a fermé la porte, le 16 mars, à un retour aux 62 ans. Les organisations présentes revendentiquent surtout des mesures immédiates pour améliorer les conditions de vie, passé ce cap.

À Paris, la FSU, la CFTC, la CFE-CGC, l'Unirs, la FGR-FP, LSR, Ensemble Solidaires et la CGT s'étaient donné rendez-vous devant l'École militaire, dans le 15^e arrondissement, pour une marche en direction du ministère de la Santé. Quelques centaines de manifestants ont ainsi rejoint le cortège, dans une ambiance festive, pour réclamer l'augmentation de toutes les pensions de retraite, une politique forte quant à l'accès à l'autonomie et la reconquête de la Sécurité sociale. Pour Danielle, militante à la FSU, il serait par exemple impossible d'être prise en charge en Ehpad, en cas de perte d'autonomie, au vu du montant de sa pension. Dominique Talbot, le secrétaire départemental de la Fapt-CGT, qui percevra sa retraite à compter du 1^{er} avril, tire aussi la sonnette d'alarme : « Contrairement aux actifs, les retraités doivent payer de leur poche leur mutuelle, les transports, mais aussi s'occuper, ce qui a un coup. »

« Contrairement aux actifs, on doit payer de notre poche la mutuelle, les transports... »

Dominique TALBOT, SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DE LA FAPT-CGT

quelque du slogan « La guerre sociale est déclarée », la co-déléguée générale de Solidaires, Murielle Guilbert, appelle ses camarades à « refuser que la protection sociale ne soit sacrifiée au nom de l'effort de guerre », tandis que l'État semble prêt à mettre davantage la main à la poche pour investir dans la défense que dans le maintien de la retraite ou de la Sécurité sociale. ■

PAULINE ACHARD

Michelin favorable au remboursement du crédit d'impôt

BUDGET La commission d'enquête sénatoriale sur les aides aux entreprises a entamé, le 18 mars, les auditions des grands patrons.

« **O**ui, l'argent public français doit servir en France », a affirmé Florent Menegaux, président du groupe Michelin, en réponse à la question de Fabien Gay, rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale sur les aides aux entreprises (par ailleurs directeur de notre journal). Car, après avoir entendu des chercheurs et les administrations publiques, les sénateurs de la commission auditionnent plusieurs grands patrons. La question du rapporteur n'était pas innocente, car, en 2017, Michelin a touché 4,3 millions d'euros de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) pour son site de La Roche-sur-Yon (Vendée), afin de financer la rénovation d'ateliers de cuisson et l'achat de huit nouvelles machines. Sauf que, peu après, Michelin a fermé l'usine, spécialisée dans la fabrication de pneus pour poids lourds, et envoyé six de ses appareils, encore dans les cartons, en Espagne et Roumanie. « Ces machines-outils ont été achetées avec l'argent du contribuable français et vous les avez déployées ailleurs », insiste Fabien Gay. Après avoir assuré avoir tout fait pour essayer de sauver le site, Florent Menegaux a concédé que « si le Cice n'a pas servi à acheter des machines restées en France, ce ne serait pas normal qu'on le rembourse ». En 2019, Michelin avait restitué les aides accordées par les collectivités locales, mais refusé de rendre le Cice. La concession de Florent Menegaux se comprend aussi car il n'était pas encore en fonction alors. Depuis, ce crédit d'impôt a été transformé en baisse de cotisations permanente et n'est donc plus considéré comme une aide.

PLUS DE 113 MILLIONS D'EUVROS PERÇUS

Peu avant, le patron avait listé l'ensemble des aides perçues par Michelin, en prenant l'exemple de 2023. Et la liste est longue : 10,6 millions d'aides directes, un peu plus de 8 millions de crédit d'impôt lié au mécénat, 32,4 millions de baisse de cotisations « en soutien à la compétitivité », 4 millions d'euros de bouclier énergétique, 1,4 million d'euros pour la modernisation des sites, 1,8 million pour la transition environnementale... Il y a aussi les aides à l'innovation : 40,4 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche ainsi que 14,7 millions de subventions à divers projets. Le groupe a touché, en cumulé, plus de 113 millions d'euros d'aides publiques. « Ce sont des soutiens indispensables à notre compétitivité », a assuré Florent Menegaux, avant d'ajouter : « Mais une aide à la compétitivité ne veut pas dire maintien de l'emploi. » Pour preuve, malgré un versement de 1,4 milliard d'euros de dividendes et un plan de rachat d'actions, Michelin veut licencier plus de 1200 salariés en France... ■

PIERRIC MARISSAL



Le 5 décembre 2016, dans le Dakota du Nord, aux États-Unis. Des Sioux de la réserve amérindienne de Standing Rock contre le projet de pipeline dans l'État du Dakota du Nord.

LUCAS JACKSON/REUTERS

Bâillonnée aux États-Unis, Greenpeace risque la banqueroute

CLIMAT Un tribunal de l'État du Dakota du Nord a condamné, mercredi, l'organisation à verser plus de 660 millions de dollars de dommages et intérêts à la société pétrolière Energy Transfer. Cette amende, sans précédent dans l'histoire des luttes écologistes, pourrait causer sa disparition. L'ONG entend faire appel.

Une décision synonyme de mise à mort. Le procès intenté contre Greenpeace par la société pétrolière texane Energy Transfer pour diffamation et incitation à la violence dans l'État du Dakota du Nord (États-Unis) s'est soldé, mercredi soir, par une condamnation historique de l'ONG. Au travers de cette procédure-bâillon, les trois entités visées, Greenpeace Inc., Greenpeace Fund et Greenpeace International (GPI), sont sommées de verser plus de 660 millions de dollars (609 millions d'euros) à la firme, qui l'accusait d'avoir orchestré la lutte des Sioux de la réserve amérindienne de Standing Rock contre le projet du Dakota Access Pipeline dans la région, en 2016 et 2017. Si l'association entend interjeter appel, une somme aussi astronomique signe de fait sa faillite outre-Atlantique. «*Cette affaire devrait alarmer tout le monde, quelle que soit sa tendance politique*, a rappelé Sushma Raman, directrice exécutive par intérim de Greenpeace Inc. et de Greenpeace Fund. Il s'agit d'une nouvelle offensive des entreprises pour instrumentaliser la justice afin de faire taire leurs opposants.» En amont du procès, plus de 400 organisations avaient signé une lettre ouverte pour soutenir l'ONG,

partagée par des centaines de milliers de personnes à travers le monde, à commencer par des personnalités publiques telles que la chanteuse Billie Eilish, ou encore les actrices Jane Fonda et Susan Sarandon. Toutes ont dénoncé la censure à l'œuvre contre Greenpeace, qui s'est défendue sur le fondement du premier amendement de la Constitution. «*Cette procédure-bâillon est une atteinte à la liberté d'expression et de manifestation*», dénonce Sarah Fayolle, chargée de campagne énergies fossiles à Greenpeace France.

«NOUS NE RENONCERONS PAS»

D'autant que cette affaire s'inscrit dans un contexte bien particulier aux États-Unis. «*Le Dakota du Nord est un État pro-Trump et conservateur, la population locale y est très dépendante de l'industrie fossile. Et le PDG d'Energy Transfer, Kelcy Warren, est un ardent défenseur du président*, confie-t-elle à l'*Humanité*. Il fait partie de ceux qui ont financé sa campagne l'an dernier.» Le président nationaliste avait en fait relancé, durant son premier mandat, le projet du Dakota Access Pipeline. Le *New York Times* relate que, dans sa défense, l'organisation a notamment contesté l'impartialité de certains des neuf jurés du procès pour leurs liens présumés avec l'industrie pétrolière.

« Nous assistons au retour désastreux des comportements irresponsables qui ont alimenté la crise climatique, aggravé le racisme environnemental et fait passer les profits des entreprises fossiles avant la santé publique et une planète habitable », a réagi Mads Christensen, directeur exécutif de GPI. « La précédente administration Trump a passé quatre ans à démanteler tout ce qui permettait de protéger l'air, l'eau et la souveraineté des peuples autochtones. Avec ses alliés, elle veut achever ce travail en faisant taire toute forme d'opposition. Nous ne renoncerons pas. »

En parallèle du jugement états-unien, l'ONG contre-attaque aux Pays-Bas. Domiciliée à Amsterdam, GPI a déposé un recours en février auprès d'un tribunal néerlandais en activant la directive européenne anti-Slapp (terme anglophone pour désigner une procédure-bâillon), adoptée en avril dernier. Bien qu'elle n'ait pas encore été transposée par les États membres – ils ont jusqu'à 2026 pour le faire –, Greenpeace a bon espoir qu'elle puisse s'appliquer aux Pays-Bas pour réclamer à son tour des dommages et intérêts à l'encontre d'Energy Transfer.

Mais cette procédure ne saurait se substituer aux 660 millions de dollars réclamés dans le Dakota du Nord. Plus que la banqueroute qui menace désormais l'organisation écologiste, l'enjeu du procès qui vient de se clôturer est surtout celui de l'avenir de la protestation légale aux États-Unis. A-t-on encore le droit d'exprimer son opposition à un projet d'infrastructures polluantes et dont l'impact sur l'environnement est manifeste ? Symboliquement, cette condamnation est une victoire pour le tout-puissant lobby pétrogazier, ainsi que pour l'administration Trump et ses zélotes, dont le credo extractiviste va à rebours de la lutte contre le dérèglement climatique.

UNE OPPOSITION MENÉE DE FRONT PAR LE PEUPLE SIOUX

Elle crée également un précédent gravissime dans l'histoire des luttes écologistes et, ce faisant, donne un blanc-seing aux tenants des énergies fossiles pour poursuivre en justice quiconque s'opposerait à leurs projets délétères. Energy Transfer en est la preuve : le rejet d'un premier recours en 2019 par la justice fédérale n'a pas empêché le géant de l'oléoduc de récidiver avec cette procédure-bâillon dans le Dakota du Nord. Et si une organisation de premier plan comme Greenpeace est ainsi criminalisée, de plus modestes associations locales pourraient y réfléchir « à deux fois avant de se mobiliser », s'inquiète Sarah Fayolle.

Le tronçon de l'oléoduc du Dakota Access Pipeline, infrastructure colossale qui longe les États du Dakota du Nord et de l'Illinois sur plus de 1800 kilomètres pour acheminer quelque 570 000 barils de pétrole brut par jour, est opérationnel depuis 2017, ce malgré la mobilisation de milliers de manifestants contre sa construction. Une opposition menée de front par le peuple Sioux et soutenue par plusieurs associations écologistes, dont Greenpeace. C'est là le fond de l'affaire, à savoir quel rôle a joué l'ONG incriminée dans cette lutte. Ses avocats ont argué qu'elle s'était contentée de mettre en place des formations à la non-violence auprès des militants amérindiens et de signer une lettre ouverte contre le projet. D'après Energy Transfer, elle aurait au contraire financé des attaques contre l'oléoduc, de quoi retarder le chantier, augmenter les coûts et nuire à sa réputation.

« Cet argumentaire est faux et, disons-le, raciste. Leur narratif consiste à prétendre que les Amérindiens ne seraient pas capables de se mobiliser d'eux-mêmes », récuse Sarah Fayolle. Selon les Sioux, l'oléoduc traverse certains de leurs sites sacrés et menace leurs sources en eau potable. À l'époque, leur mobilisation avait été lourdement réprimée par les troupes du shérif du comté de Morton, de nombreux militants ayant été arrêtés ou blessés, au point que l'ONU s'empare du dossier et évoque une possible violation de la souveraineté des populations autochtones sur ces terres. ■

ANTOINE PORTOLES



Première rencontre entre les délégations russe et américaine, le 18 février à Riyad, en Arabie saoudite.

Guerre en Ukraine : un triologue en Arabie saoudite

DIPLOMATIE Trois ans après l'invasion de l'Ukraine, les pourparlers se sont accélérés, mais aucune trêve n'a encore débuté. À Riyad, le cessez-le-feu partiel concernant les installations énergétiques pourrait être acté lors de la rencontre américano-russe.

En cette quatrième année de guerre en Ukraine, cette semaine offre des avancées diplomatiques. Volodymyr Zelensky, Vladimir Poutine et Donald Trump ont pu échanger à tour de rôle de manière bilatérale. « Il manque encore une étape, une discussion directe entre les administrations russe et ukrainienne. Ce triologue s'avère lent et permet à Moscou, qui est en position de force sur le terrain, de gagner du temps », constate un diplomate français.

Au terme de la conversation entre les présidents russe et états-unien avait été actée une rencontre dimanche en Arabie saoudite pour avancer sur le cadre d'une trêve et d'un processus de paix. « Ces consultations auront lieu le lundi 24 mars à Riyad », a indiqué Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine, avec l'approbation du conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, Mike Waltz.

Ces négociations, qui vont se dérouler « au niveau des experts », a précisé le Kremlin, auront pour délégation, côté russe, Grigori Karassine, président de la commission des Affaires internationales de la chambre haute du Parlement, et Sergueï Bessedra, haut responsable du FSB. Cette rencontre doit évoquer les différents « aspects

du règlement ukrainien ». « Il sera question de la mise en place du cessez-le-feu partiel sur les sites énergétiques et son contrôle. Mais les échanges vont aussi porter sur la possibilité d'étendre cette trêve à la mer Noire. La possibilité d'un cessez-le-feu total sera évoquée, mais nous en sommes loin », analyse un journaliste russe, qui craint les « surenchères européennes ».

TRUMP LORGNE LES CENTRALES ÉLECTRIQUES

Le président ukrainien a accepté lors de sa discussion, mercredi, avec Donald Trump de suspendre les attaques sur les infrastructures civiles et énergétiques en Russie. « L'une des premières étapes vers la fin de la guerre pourrait être de cesser les frappes » sur ces bâtiments, a confirmé Volodymyr Zelensky sur X. Une liste de ces installations sera donnée à la délégation états-unienne avant son envol pour Riyad. Le dirigeant va plus loin et va envoyer lundi en Arabie saoudite une équipe de spécialistes « techniques » des « infrastructures civiles », notamment « portuaires ». Il propose que les États-Unis servent de garant à cette trêve. Si Washington et Moscou acceptaient leur participation, il s'agirait d'une véritable avancée.

En attendant, les relations bilatérales entre les administrations

ukrainienne et américaine ont évolué positivement. « Nous sommes sur la bonne voie », a réagi Donald Trump sur son réseau Truth Social. Après la suspension temporaire des aides militaires et de renseignements, la Maison-Blanche ouvre la porte aux demandes de Zelensky concernant les « systèmes de défense antiaérienne » afin de voir ce qui était disponible, notamment en Europe.

Seul différent, le président américain a suggéré que les États-Unis prennent « possession » des centrales électriques ukrainiennes, affirmant que cela « constituerait la meilleure protection et le meilleur soutien possible ». Mais son homologue ukrainien a pointé que la proposition ne portait que sur la centrale nucléaire de Zaporijja, occupée par la Russie. Un projet qui interpelle. Les Russes refusent jusqu'à présent la présence sur place de troupes occidentales. En marge du sommet des 27 et des 800 milliards d'investissements dans la défense, d'ici à 2030, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a condamné, jeudi, les signaux « de Bruxelles et des capitales européennes » portant sur des plans de militarisation de l'Europe. ■

VADIM KAMENKA

Gaza replonge dans l'enfer promis par Netanyahu et Trump

PROCHE-ORIENT

Tel-Aviv entend changer par la force les termes de l'accord de trêve initial. Plus de 500 Gazaouis ont déjà trouvé la mort sous les bombes israéliennes.

Les drones ont recommencé à faire entendre leur bourdonnement criminel sur la bande de Gaza. Depuis l'officialisation, ce 19 mars, par Israël, d'une intensification de ses opérations militaires dans l'enclave palestinienne, plus de 500 Gazaouis ont trouvé la mort. Le cessez-le-feu n'aura duré que deux mois. Les familles, dont le court répit était déjà entaché par le siège humanitaire en plein ramadan causant la mort de 150 personnes, ont repris le chemin de l'exode forcé pour échapper aux tirs et bombardements israéliens dans un paysage de ruines. Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, déplore «un déchaînement sans fin des épreuves les plus inhumaines». Ce 20 mars, le Hamas

annonçait avoir tiré des roquettes vers Tel-Aviv en représailles.

Israël a lancé une opération terrestre dans le sud, le centre et le nord du territoire et exercerait déjà un contrôle partiel du couloir de Netzarim (le carrefour des Martyrs) qui le traverse d'est en ouest. Au nom de la libération des otages et de l'éradication totale du Hamas – une gageure –, le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a menacé Gaza de «destruction complète». Il promet l'évacuation des populations, synonyme d'une intensification des opérations : «*La suite sera beaucoup plus difficile et vous en paierez le prix fort (...). Israël agira avec une puissance que vous n'avez encore jamais connue.*» Selon le quotidien Maariv, les attaques de mardi avaient été planifiées de longue date par l'armée et le Shin Bet, le renseignement intérieur. Ayala Metzger, la belle-fille de l'otage Yoram Metzger, dont le corps a été identifié en août dernier, a fustigé cette fuite en avant messianiste : «*Nous pensions que nous servions dans l'armée israélienne et non dans l'armée de la vengeance de Dieu (...). En ce moment même, nous assassinons des otages, et il y a un accord sur la table.*»

LE MOUVEMENT ISLAMISTE NE «REFERME PAS LA PORTE DES NÉGOCIATIONS»

Alors que la première phase de la trêve a expiré le 1^{er} mars, les négociations par l'intermédiaire du Qatar, de l'Egypte et des États-Unis semblent pour l'heure enterrées avec l'aval du président

Donald Trump. Ce dernier, qui avait voué le territoire à l'*«enfer»* si les otages israéliens n'étaient pas libérés, ouvre ainsi une nouvelle ère où aucun cessez-le-feu ni accord multipartite ne vaut engagement durable. Israël change également les termes par la force en réclamant désormais une extension de la première phase jusqu'à la mi-avril et, pour passer à la deuxième, la *«démilitarisation»* de Gaza et le départ du Hamas. Pour l'heure, le mouvement islamiste affirme ne pas *«refermer la porte des négociations»* et vouloir passer à la deuxième phase, qui prévoit notamment un cessez-le-feu permanent et le retrait israélien de Gaza.

Le premier ministre israélien compte sur la reprise des opérations pour assurer sa survie politique et sa domination sur l'armée et le Shin Bet, dont le directeur Ronen Bar a été limogé. Mardi, Benjamin Netanyahu devait comparaître devant le tribunal pour de multiples affaires de corruption. Audiences reportées de fait par la guerre. Par ailleurs, le chef du gouvernement est mis sous pression par l'extrême droite. Dans la perspective du vote clé sur le budget, les législateurs ultra-orthodoxes menacent de renverser l'exécutif si une loi excluant leur communauté de la conscription n'est pas adoptée. A contrario, le vote du budget éloignerait la menace d'une dissolution et garantirait la survie du gouvernement jusqu'aux élections d'octobre 2026. ■

LINA SANKARI

UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ



JE COMMANDÉ *

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11€ + 3€ de frais de port **, soit 14€ x _____ exemplaire(s) = _____ €
Total de ma commande _____ €

PRÉNOM _____

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

E-MAIL _____

* Délai de livraison de 10 à 12 jours

** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION
33, RUE DES GRANGES GALAND
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



Le 20 mars, à Beit Hanoun, des Palestiniens vers un nouvel exode forcé. M. FATH/NUR PHOTO/AFP

«Je suis un pur produit de la culture subventionnée»

MUSIQUE Albin de la Simone

publie son premier ouvrage autobiographique, *Mes battements*, et son huitième album, *Toi là-bas. À la clé*, une tournée en solo où il conjugue le chant et le dessin. Rencontre avec un artiste à la palette riche.

ENTRETIEN



Adolescent, l'artiste s'est senti coincé par une image de châtelain dans une campagne sinistrée. AURÉLIE SAUFFIER

É

minent chef de file de la scène musicale française, Albin de la Simone remonte le fil de sa vie dans un recueil formé de petits tableaux dans lesquels le dessin et le texte se répondent avec éclat, fantaisie, humour et pudeur. À 54 ans, l'ex-étudiant en arts plastiques, qui a fait ses gammes dans le jazz, évoque son enfance à la campagne dans le village picard de Montigny-sur-l'Hallue, ses premiers émois sentimentaux, musicaux et son père sans le sou à la personnalité tragi-comique. Le pianiste s'attache aussi à raconter son quotidien en tournée. Un ouvrage touchant et original, où ses esquisses «ancrées» dans la poésie en disent parfois plus long que ses textuelles confidences. Entre deux coups de crayon, l'auteur-compositeur en profite pour revisiter dans un album joliment tricoté les chansons de ses débuts (*Avril 4000*, *Non merci...*). Sur *Je te manque*, il retrouve les sons de son adolescence en réarrangeant à l'aide de congas le thème électro de *Moments in Love d'Art of Noise*. Il reprend également des titres de Michel Legrand (*la Valse des lilas*) et d'Adam (Et le temps s'arrêtait), qui ont marqué sa vie.

Quel a été le déclic pour écrire ce livre ?

J'ai commencé à dessiner et à écrire en même temps pour raconter mon quotidien de musicien, je postais tout cela sur les réseaux sociaux. Puis j'ai été contacté par le Fonds régional d'art contemporain Picardie pour réaliser une exposition. L'occasion de faire un plongeon dans les années 1970-1980, mon enfance, mon village, ma région.

Quel art est arrivé en premier dans votre vie : le dessin ou la musique ?

Enfant, dès que je le pouvais, je m'exprimais par l'image, pendant les cours, je dessinais mécaniquement. J'ai longtemps pensé que j'allais devenir dessinateur. Et puis, finalement, la musique est arrivée un peu après. Le dessin est une forme de méditation alors qu'écrire une chanson représente une pression considérable pour moi. Le pont entre ce livre et mes chansons, c'est mon regard, mon esthétique, mon âme.

Entre BD et illustrations, vous explorez différents styles qui rappellent tantôt Sempé, tantôt le Petit Prince de Saint-Exupéry, mais aussi la dessinatrice Charlotte Gastaut, qui s'inspire des contes classiques...

En fait, je ne m'interdis rien, mes dessins partent un peu dans tous les sens stylistiquement. Dans mon livre, j'explique notamment le sens de la chanson *Toilà-bas* : j'étais dingue amoureux de filles au collège, mais je n'osais pas les approcher. Et comme c'était au début des années 1980, j'en ai fait un dessin en couleurs sur l'iPad avec des pixels énormes qui rappellent le premier jeu électronique, *Pong*, un jeu de tennis. D'un côté du filet, je me dessine avec un bouquet de fleurs, de l'autre, ce sont mes amoureuses réunies. Cet angle me permet d'exprimer plein de choses. Et quand je dessine la tour Perret à Amiens, je le fais en noir et blanc à la plume, ça tremble de partout, j'adore. Dans ma nouvelle tournée, je dessine en direct les décors de mes chansons, parfois même en chantant !

Dans votre livre *Mes battements*, vous évoquez « la grandiloquence » de votre père qui tentait de mener une vie de prince sans en être un...

On porte une particule dans notre nom, pour autant mon père n'a jamais eu beaucoup d'argent, on a grandi avec le chauffage à 13 degrés l'hiver à la campagne. Il adorait piloter des petits avions, mais comme cela coûtait cher, il s'associait avec un photographe qui payait tout, du coup il passait au-dessus de notre village pour faire le beau. Et tout le monde croyait qu'on avait un avion. J'ai payé cher ce décalage parce qu'au collège j'avais une image de châtelain dans une campagne sinistrée. Je me suis senti coincé. En tout cas, mes parents étaient très allumés par la culture.

Un grand nombre de vos souvenirs sont d'ailleurs liés à la maison de la culture d'Amiens, inaugurée en 1966 par André Malraux. Comment cela a-t-il influencé votre parcours ?

« Le pont entre ce livre et mes chansons, c'est mon regard, mon esthétique, mon âme. »

hyper-précieuse. Beaucoup d'artistes dont je fais partie jouent dans les centres culturels partout en France, nous dépendons de ce maillage qui en est la clé. La paix et l'intelligence dépendent de la culture. Et c'est dangereux de vouloir diminuer cette source-là.

À 15 ans, un an avant son assassinat et l'abandon de sa révolution, vous avez rencontré Thomas Sankara, le président du Burkina Faso de 1983 à 1987. Celui que l'on surnomme le Che africain a cherché à promouvoir l'indépendance économique. Quels souvenirs en gardez-vous ?

C'était en 1986 à Ouagadougou, dans le cadre d'un échange culturel. Thomas Sankara a fait deux discours où il défendait le droit des femmes, l'annulation de la dette, l'écologie, on a d'ailleurs planté un arbre avec lui. Et puis on a joué un morceau de blues ensemble, j'étais au piano, lui à la guitare, une Fender rouge. J'ai frôlé quelqu'un d'immense.

Revenons à votre album. Pourquoi reprendre en version lente *Ma gueule*, de Johnny ?

D'abord parce qu'elle est belle chantée avec douceur. C'est aussi pour moi une manière de me venger de ces gars qui me brutalisaient à l'adolescence à cause de mon image d'aristo, en plus j'étais chétif et pas viril du tout. J'avais envie d'être Superman ou Rocky et d'aller les démonter. Sauf que j'étais équipé de cette voix douce et de ce corps doux. Donc c'est ma réponse à cette violence.

Dans *Je te manque, vous chantez : « Je suis bien, enfin. » Ce vers résonne-t-il différemment vingt ans après l'avoir écrit ?*

J'ai quand même réglé un bon paquet de problèmes. Et si je me moque un peu de mon père, je suis aussi plein de compassion pour lui parce qu'il n'a pas démerité. Ce n'était juste pas facile d'être son fils. Il avait besoin de faire plein de choses pour être à la hauteur des gens qui le fascinaient. Et j'ai hérité un peu de ça. Mais, maintenant, j'y vois plus clair. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR INGRID POHU

Mes battements, d'Albin de la Simone, Actes Sud, 144 pages, 18 euros. *Toi là-bas*, d'Albin de la Simone, Tôt ou tard. En concert le 22 mars à Pornichet (Loire-Atlantique), le 29 à Cenon (Gironde), le 19 mai au Théâtre de l'Atelier à Paris... Toutes les dates sur albindelasimone.com

Yoa, étoile montante de la pop

MUSIQUE Vêtue d'une grande robe bouffante à la manière d'une reine, la chanteuse voit les choses en grand pour son premier album, *la Favorite*. Quinze morceaux vibrants sur le passage à l'âge adulte.

Ses musiques prennent aux tripes, au cœur et au corps. Après trois premiers EP, Yoa, de son vrai nom Yoanna Bolzli, se lance à l'assaut de la scène française avec son tout premier album, *la Favorite*, l'histoire d'une adolescente un peu paumée, qui va apprendre à devenir femme, malgré elle. Vulnérable et forte à la fois, Yoa lutte, se débat, aime et craque aussi parfois, au son de mélodies audacieuses. Et qui lui redonnent du courage.

À la manière de ses idoles, telle Billie Eilish, ou des chanteuses pop alternatives Soko et FKA Twigs, la Franco-Suisse de 26 ans livre un album sans filtre, à la manière d'un autoportrait qui reflète son époque, sa génération. Le morceau *Matcha Queen*, qui l'a fait connaître du grand public, évoque ces jeunes adultes désireux de sortir de leur dépression sur une mélodie aux accents de bossa-nova. Un ton, une musique décalés pour traiter de thèmes graves, comme la solitude ou la santé mentale et qui renvoient à sa propre expérience, lors du confinement en 2020. Souvenirs douloureux. De longues nuits d'insomnie à écrire sur l'anxiété mais aussi sur la prise de médicaments, pour tenir le coup. Cette période du confinement a pourtant été prolixe et lui a permis de créer sa « bedroom pop », soit tout un panel de musiques aux sonorités douces et intimistes composées dans sa chambre.

UN MIROIR TENDU À UNE GÉNÉRATION DÉSENCHANTÉE

Yoa a trouvé le ton et la forme pour raconter le malaise des vingtaines, le difficile passage à l'âge adulte, quand on a du mal à quitter l'enfance. Un miroir tendu à une génération désenchantée qui trouve un certain réconfort en se réfugiant dans la nostalgie : regarder en boucle *Ponyo sur la falaise* (de Miyazaki), ou reproduire, devant son miroir, les chorégraphies de leurs stars préférées... « Mes chansons sont inscrites dans une époque, elles traitent de thèmes rarement évoqués en musique, ou alors à travers des métaphores. » Yoa est convaincue que poser des mots



La Franco-Suisse se livre sans filtre, à la manière d'un autoportrait.

crus sur les blessures de l'âme vous rend plus fort...

Alors, dans *le Collectionneur*, sa voix s'élève au-dessus d'un piano puissant, tandis qu'elle s'adresse sans détour à son agresseur : « Tu es celui qui viole (...) Et que tu regrettas ou pas, cette chanson est pour toi. » Ces paroles-là, son public en a fait une arme, un cri féministe libérateur entonné dans l'obscurité des salles de concerts. « J'ai reçu énormément de messages de personnes qui, grâce à ce morceau, ont trouvé la force et le courage de porter plainte », poursuit la chanteuse à la voix veloutée.

Comme un baume au cœur, *la Favorite* permet de traverser les épreuves du quotidien et les moments de blues, de soigner les bleus à l'âme. S'essayant à

MARGOT BONNÉRY

La Favorite, de Yoa, Panenka Music. Tournée dans toute la France à partir de mars et à l'Olympia, à Paris, le 15 avril.



Parvis de la basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 14 mars. VINCENT ISORE/IP3

Dans les coulisses des Aventurières, à Saint-Denis

TOURNAGE France Télévisions et Thalie Images utilisent des lieux emblématiques d'Île-de-France pour une série en six épisodes. Début mars, leurs caméras étaient à la basilique de la cité dionysienne.

Devant la basilique de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, un camping-car surgit brusquement, donnant le coup d'envoi d'une séquence des *Aventurières*, un polar sur fond de trafic d'œuvres d'art. À l'extérieur, techniciens et comédiens s'activent autour du véhicule. Une tente de régie est installée près de l'entrée, et malgré l'agitation, les visiteurs continuent de franchir les portes du monument, intrigués par l'effervescence du plateau.

À l'intérieur de la basilique, le contraste est saisissant. La fraîcheur des lieux enveloppe

l'équipe technique, rompant avec la douceur printanière extérieure. Seule la voix perçante d'une assistante lançant un « Action ! » vient troubler ce calme glacial. Dans l'obscurité relative, un ballon lumineux suspendu éclaire faiblement la scène : l'imposante silhouette de Thompson, costume bleu marine et écharpe rouge, dévale lentement les marches en laissant résonner ses pas dans l'édifice millénaire.

Thibault de Montalembert incarne ce Thompson, un gangster raffiné, récemment libéré après quinze années de prison. Animé par une soif de vengeance, il traque un tableau disparu attribué à Léonard de Vinci. « Thompson, c'est le méchant. Un personnage haut en couleur, un mélange entre le Pingouin de Batman et Raymond Reddington

de *The Blacklist*. Il est cultivé, cruel et n'a aucun état d'âme », explique l'acteur. Ce qui rend l'intrigue plus personnelle, c'est la révélation d'un secret intime : « Il a eu une brève relation avec Françoise, l'un des anciens agents qui, avec son mari, l'a fait tomber, et il pense que leur fille pourrait être la sienne. » Cette quête du tableau est donc aussi une quête de vérité et de revanche.

UNE IMMERSION DANS LE PATRIMOINE HISTORIQUE

Tourner dans la basilique n'est pas une première pour Thibault de Montalembert. « J'ai déjà eu l'occasion de tourner ici pour la série *Franklin* avec Michael Douglas. Ce décor reste fascinant : il apporte une profondeur historique et culturelle à l'intrigue »,

reprend le comédien de 63 ans. Cette fiction, selon lui, se distingue par sa tonalité hybride : « C'est une comédie d'aventure, mais elle aborde aussi des questions culturelles autour de la Renaissance et de l'héritage de Léonard de Vinci. »

À l'origine de cette série, Léa Fazer, la réalisatrice, souhaitait allier divertissement et culture tout en mettant en avant des sites historiques. « Le cœur de l'histoire repose sur deux anciens agents secrets spécialisés dans la récupération d'œuvres d'art volées », détaille-t-elle. L'idée de tourner à la basilique de Saint-Denis s'est imposée naturellement. « Ce lieu est riche d'histoire, mais paradoxalement peu connu du grand public. C'était l'occasion parfaite de le faire découvrir sous un autre angle », ajoute la réalisatrice suisse, qui souligne également la dimension humaine de la série. « Au-delà de l'enquête, l'histoire explore la question des liens du sang contre ceux de l'éducation. Qui est le vrai parent : celui qui a donné la vie ou celui qui a élevé ? »

« Ce décor fascinant apporte une profondeur historique et culturelle à l'intrigue. »

THIBAULT DE MONTALEMBERT, COMÉDIEN

Outre la basilique, plusieurs lieux emblématiques d'Île-de-France servent de décor à la série : le château de Vaux-le-Vicomte en Seine-et-Marne, la Bibliothèque nationale de France ou encore les Archives nationales à Paris. Autant de sites majestueux qui renforcent l'immersion et ancrent le récit dans un patrimoine réel.

Le défi principal, selon Léa Fazer, réside dans l'équilibre du ton. « C'est une comédie d'aventure avec beaucoup de fantaisie, mais il fallait rester crédible, souligne la créatrice de *Maestro* (2014). C'est aussi une réflexion sur notre patrimoine culturel, inspirée de faits réels : il existe bien des services en France dédiés à la récupération des œuvres d'art volées. »

Pour Lionel Astier, qui joue Jean-Pierre, alias JP, l'ancien agent devenu professeur d'histoire, cette production est particulièrement riche. « Ce qui me plaît, c'est la diversité du jeu. Il y a de l'action, de l'émotion et une dynamique familiale forte. C'est un projet complet », se réjouit l'interprète de Léodagan dans la série *Kaamelott*. Aux côtés de Fanny Cottençon, qui incarne sa femme Françoise, Lionel Astier évolue dans un duo marqué par la complémentarité. « Mon personnage est le cerveau, elle est l'action », poursuit le septuagénaire toujours aussi plein d'entrain.

Cette aventure télévisuelle bouscule aussi les codes traditionnels en mettant en scène des héroïnes d'âge mûr. « Nos héros ont plus de 60 ans, c'est rafraîchissant de voir un duo mère-fille mener l'action », se félicite Léa Fazer. En mêlant enquête policière, mystère historique et humour, les *Aventurières* promettent un récit captivant où le passé refait surface pour bouleverser les certitudes du présent. ■

MAMADOU OURY DIALLO

RETRouvez l'humanité sur internet

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

- ↗ www.humanite.fr
- ↗ facebook.com/humanite.fr
- ↗ twitter.com/humanite_fr
- ↗ linkedin.com/company/lhumanite
- ↗ Compte [@lhumanitefr](https://Instagram.com/lhumanitefr) sur Instagram



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 19 mars 2025 29 908 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Souscription 2025

Le prix de la vérité



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ € _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

RÉSULTATION

VOIR LE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉE DE 20 % DU REVENU IMPÔSSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.

Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,

5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE A. TROITZKY, 1910 **

Les Blancs jouent et annulent

SOLUTION : 1.d7 c5+ (sur : 1...cd1 2.d8 Cf5+ 3.Rd7 et les Blancs sont hors de danger) 2.R6 cd4+ 3.Rd5 cb6 4.d8! (mais pas : 4.Rxc6? cd7+ 5.Rxb6 De3+ 6.Rc7 et les Blancs jouent et annulent pat) 0,5 - 0,5

dannger) 2.R6 cd4+ 3.Rd5 cb6 4.d8! (mais pas : 4.Rxc6? cd7+ 5.Rxb6 De3+ 6.Rc7 et les Blancs jouent et annulent pat) 0,5 - 0,5

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat



NICOLAS PRESSY/HANS LUCAS

AGORA

Crise du logement, comment relancer la construction?

SOCIAL Face à la baisse du nombre de permis de construire et à la progression de la pauvreté, une vingtaine d'associations ont déposé plainte contre l'État. Elles l'accusent d'inaction face au fléau du mal-logement.

Le modèle français du logement social fait face à une déstructuration sans précédent, accélérée par la politique macroniste et ses penchants systématiques pour la privatisation. Depuis 2017, on assiste notamment à une baisse drastique des permis de construire qui conduit à un manque de logements abordables. Il y a urgence à remettre la question du logement au cœur des politiques publiques.

Le dernier rapport annuel de la Fondation pour le logement des défavorisés montre que de nombreux indicateurs sont au rouge. Peut-on dire que la situation s'aggrave ?

Didier Vanoni Il y a eu huit ministres du Logement depuis 2017, et même des périodes sans aucun ministre du Logement. Durant la période, tout s'est dégradé. La construction, la situation des demandeurs de logement social, les problématiques liées à la consommation énergétique, les expulsions massives, le nombre de personnes à la rue... Certains indicateurs ont été multipliés par deux, voire par quatre. Et quand une situation se dégrade, elle se dégrade d'abord pour les plus défavorisés. La politique du logement a besoin de stabilité et de vision politique. Le discours dominant devient illisible. On va jusqu'à faire porter aux sans-papiers et aux migrants la responsabilité de la crise du logement social ou de la saturation des centres d'hébergement. Ce qui fait que l'on passe à côté des vrais problèmes qui sont liés aux inégalités sociales.

Emmanuelle Cosse Les enjeux du logement nécessitent des réponses de temps long. Or, il y a eu une rupture à partir de 2017. En 2016, nous étions en train de mettre en place des réponses. En Île-de-France, par exemple, même avec un grand nombre de demandes de logement social, nous arrivions à accélérer les attributions. C'était le fruit d'une politique publique et de nos élus locaux qui s'inscrivait dans une vision au long cours. Le changement de biais politique en 2017 a tout mis en vrac en l'espace d'une année. Citons la ponction sur les bailleurs sociaux ; le mépris à l'égard des locataires HLM ; la tentative d'arrêt d'en-cadrement des loyers ; ou encore une stigmatisation pour les métiers de la construction. Les acteurs du logement, assez vite, ont été déstabilisés. Aujourd'hui, on se retrouve dans une situation où 2,8 millions de ménages sont en demande d'un logement social. J'ai pris la présidence de l'Union sociale de l'habitat en 2020 : en quatre ans et demi, cela a représenté 500 000 ménages supplémentaires. On revient à la case départ sur la question de l'hébergement, comme sur celle de la construction. Si on regarde les indicateurs, le nombre d'attributions de permis de construire a chuté de moitié depuis 2018. L'État ne soutient pas les gens qui travaillent et qui veulent accéder à la propriété en s'installant sur un territoire.

Ian Brossat La seule cohérence de la politique menée par les gouvernements successifs depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, c'est un recul très net dans le domaine du logement, qui a systématiquement été pris comme variable d'ajustement budgétaire. Cette année encore, alors même que la crise du logement bat des records, c'est là que des économies supplémentaires sont faites. Mais prélever impunément 10 milliards d'euros dans les caisses des bailleurs sociaux a eu des conséquences, tant sur la production de logements que sur la rénovation énergétique des bâtiments. Et puis, il y a l'exemple du dossier Airbnb. Il est frappant de voir que les nouvelles mesures de régulation qui viennent d'être mises en place l'ont été par l'intermédiaire d'une proposition de loi, c'est-à-dire d'une initiative parlementaire, et non d'une décision gouvernementale. En attendant, beaucoup de temps a été perdu et nombre de logements ont été remplacés par des locations touristiques. Dans le cadre du débat budgétaire, des amendements avaient été adoptés au Sénat, y compris par

la droite, pour taxer davantage les logements vacants ou les résidences secondaires dans les zones tendues. Tout ça a été balayé d'un revers de main par le 49.3. Cela illustre bien la seule ligne du gouvernement en matière de logement : l'inaction, le marché laissé libre.

Le 13 février, une vingtaine d'associations ont déposé plainte contre l'État, l'accusant précisément d'inaction face au fléau du mal-logement. Au-delà de la symbolique, cette démarche peut-elle provoquer un réveil ?

Emmanuelle Cosse J'ai pu parler avec plusieurs de ces associations de la situation de crise dans laquelle nous sommes. Les bailleurs sociaux sont une cible depuis plusieurs années pour les différents gouvernements macronistes. Ils ont été stigmatisés mais, à partir de 2023, quand il y a un effondrement total de la production des logements et que les entreprises privées tirent la langue, c'est à eux que l'État a demandé d'intervenir. Dans des périodes comme ça, on est bien heureux d'avoir des bailleurs avec des loyers régulés. Le président de la République, ainsi qu'une partie de ses ministres et premiers ministres, semblent croire que le logement n'est pas un sujet relevant d'une politique publique. Pour ma part, je pense très clairement que c'est une politique régaliennes, qui permet de faire société et de faire vivre une démocratie, au même titre que l'éducation nationale et la santé, où on observe aussi un démantèlement. Ne pas penser la question du logement dans un pays qui veut travailler à sa croissance économique est une erreur matricielle qui en explique d'autres. Chose troublante : il y a encore quelques décennies, aucun gouvernement n'aurait commis cette erreur-là, qu'il soit de gauche ou de droite.

Didier Vanoni Je doute que l'action des associations puisse provoquer un « réveil ». Pour rebondir, il ne suffit pas d'une mesure ou d'une loi. J'ai effectué un travail pour la métropole de Rennes, où on s'est rendu compte qu'en injectant 100 millions d'euros, le territoire récupérait à terme 1,4 milliard. Or, dès qu'on cesse d'investir, ce facteur multiplicateur devient diviseur. Si on ne soutient pas la construction pour structurer le marché, l'en-cadrer, le réguler, on perd de l'argent et des emplois. On ne se rend pas compte que le mal-logement a des coûts en termes de chômage, d'échec scolaire, de santé. Les économistes de Bercy devraient se dire que, pour relancer l'économie, il faut relancer la construction. D'autant

que les matériaux, on les fabrique encore en grande partie en France. Mais je pense que nos gouvernements sont animés par une posture de classe. Les gens qui ont du capital veulent le faire valoir, le valoriser. Il s'agit donc de privatiser le plus possible. Ce qui produit un stratagème bien connu : quand on veut supprimer un secteur public, on dit qu'il est inefficace, et pour qu'il le soit effectivement, on l'affaiblit.

Il y aurait donc une « rupture » à partir de 2017 et l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. Peut-on évoquer plus généralement des causes structurelles à la crise du logement ?

Didier Vanoni Il y en a une qu'il ne faut pas négliger : la progression de la pauvreté, constante depuis vingt ans. Aujourd'hui, plus de 5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. 80 % des Français qui sont confrontés à la crise du logement sont insatisfaits. Le marché est fermé à toute possibilité de mouvement. Les gens qui ont besoin de changer de logement fréquemment s'appauvrisent. Parmi eux, il y a les migrants, et il y a désormais les publics vieillissants, qui représentent 15 à 20 % des primo-accédants à un logement social. Il est devenu courant de déménager quatre fois après son entrée à la retraite. C'est là un bouleversement structurel qui crée de nouveaux facteurs de crise.

Ian Brossat Vu de l'étranger, le fait que la France dispose de 4 millions de logements sociaux est perçu comme un atout extraordinaire. À Madrid, où je me suis rendu récemment pour un débat sur cette question, il y a 2,5 % de logements sociaux. À Paris, 25 %. Pourtant, en France, les gouvernements se sont mis à considérer le logement social comme un problème. Je me souviens de discussions avec le ministre Guillaume Kasbarian, qui était animé par une forme de haine vis-à-vis du logement social et de ses locataires. L'État français semble désirer la fragilisation de son modèle du logement social, en vue de suivre des recettes qui ont été appliquées dans les années 1980 en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, les Britanniques se mordent les doigts de s'être débarrassés de leur parc de logements sociaux. Dans le cadre des débats budgétaires, le Sénat majoritairement de droite a réussi à faire adopter des amendements, ce qui témoigne d'une large union pour dénoncer la politique menée depuis 2017 sur le plan du logement. Et, en plus de ■■■

DIDIER VANONI
Docteur en économie
et directeur
de Fors-Recherche
sociale



EMMANUELLE COSSE
Présidente
de l'Union sociale
pour l'habitat



IAN BROSSAT
Sénateur PCF
de Paris



«Quand on veut supprimer un secteur public, on dit qu'il est inefficace et on l'affaiblit.»

«Les bailleurs sociaux sont une cible pour les différents gouvernements macronistes.»

«La seule ligne de l'exécutif: l'inaction, le marché laissé libre.»

■■■ ces réactions transpartisanes, nous avons besoin d'un front social. Nous devons unir, sur cette question, aussi bien les plus défavorisés que les classes moyennes qui n'arrivent plus à se loger convenablement.

La flambée du coût des matières premières et les exigences dues aux enjeux écologiques sont souvent évoquées pour expliquer la crise de la construction. Est-ce bien là que se situent les causes de ce manque à construire ?

Emmanuelle Cosse Il peut y avoir des coûts plus élevés, mais ce sont des prétextes. De même pour les politiques environnementales, qui n'empêchent pas du tout de construire du logement. Elles nous permettent au contraire d'avoir des programmes de logements un peu plus denses et mieux proportionnés, avec, en plus, une meilleure efficacité énergétique. Si on ne construit pas, c'est donc parce que les élus ne veulent pas qu'on construise. Se battre pour une vraie politique du logement social, c'est aller dans les vents contraires, puisque c'est aller vers le vivre-ensemble dans une société où les projets politiques sont souvent individualisants et où le discours dominant incite à séparer la population. La vraie question des chaînes municipales sera : peut-on porter aux responsabilités une équipe qui n'a pas d'autre proposition sur la question du logement que de ségréguer par le haut ? Le débat n'est plus entre droite et gauche, mais entre ceux qui font et ceux qui ne font pas.

Didier Vanoni Le changement climatique va générer de l'inconfort, mais aussi des catastrophes. Ce n'est pas un sujet pour dans trente ans, plutôt pour la semaine prochaine. Or, rien ne bouge. On sait que l'adaptation à ces bouleversements va être un sujet crucial, mais nous n'anticipons rien. C'est qu'il y a aussi un fond idéologique au problème. Je travaille actuellement sur la loi Besson, qui a fondé toute la politique en faveur du logement des défavorisés. La principale condition à l'émergence de cette loi qui date de trente-cinq ans, c'est que l'opinion publique était prête. Il y avait l'abbé Pierre, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Coluche venait de créer les Restos du cœur, Michel Rocard le RMI qui deviendra le RSA, etc. Ce qu'il manque aujourd'hui, c'est tout ça. L'opinion n'est pas prête. Nombreux sont les gens en France qui pensent que les inégalités sociales sont naturelles et que, s'il y a des pauvres, c'est la faute des pauvres eux-mêmes. Il va être très compliqué d'amener les acteurs sur une nouvelle dynamique : c'est pourquoi je pense que le premier combat est celui de l'opinion. Il faudrait qu'une campagne électorale à venir mette ce sujet au centre des débats, bien que l'impulsion puisse aussi provenir des collectivités territoriales.

Ian Brossat L'État doit venir en aide aux collectivités qui souhaitent construire du logement social et, à l'inverse, il y a besoin du bâton de sanctions plus fortes lorsque des maires font obstacle à l'application de la loi. En l'occurrence, la loi SRU de 2000, qui est une grande loi, votée par la gauche. Elle prévoit désormais 25 % de logements sociaux dans toutes les communes de plus de 3 500 habitants. À Paris, qui est la ville la plus dense d'Europe, nous y sommes parvenus en transformant des bâtiments existants, et non en construisant du logement neuf. On concilie ainsi l'exigence sociale et l'exigence environnementale, puisque quand on transforme du bâti existant, on n'artificialise pas les sols. Cela montre que les maires, qui s'abritent derrière un prétexte manque de foncier disponible, sont souvent de mauvaise foi. Certes, Paris a des moyens financiers que d'autres collectivités n'ont pas. C'est la raison pour laquelle l'État doit les accompagner financièrement. Mais, enfin, force est de constater qu'il y a des communes qui en ont fait un enjeu électoral et qui refusent d'en produire. Non pas parce qu'elles n'aiment pas l'architecture, mais parce qu'elles n'aiment pas les gens qui vivent à l'intérieur. Dans ces cas-là, il faut leur tordre le bras, les obliger à appliquer la loi. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR ÉRIC PAYONNE

Les États-Unis, c'est loin ?

C'est si loin, les États-Unis ? On voit ce qui se passe là-bas, en ce début de Trump II, les coupes drastiques dans les budgets scientifiques, les licenciements brutaux, les listes de mots interdits, les protestataires arrêtés. Le discrédit jeté sur le rationnel, l'empathique, l'humain. « *Les universités sont les ennemis* », disait J. D. Vance, dès 2021.

Les States, il y a tout un océan à traverser. En France, on n'en est pas à supprimer, on évalue, par vagues, les universités, les diplômes. Le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) nomme des experts. Nous, dans chaque université, on remplit des tableaux Excel, on fait des bilans, pour chaque diplôme. Cette année, c'est la vague E, universités de banlieue, des Hauts-de-France et d'outre-mer. Étudiantes et étudiants des milieux populaires, des espaces dits périphériques. En plus grande proportion que dans bien des endroits, des étudiants salariés, des recalés de Parcoursup... Pas mal de fantômes aussi, des inscrits sur nos listes qu'on ne voit jamais.

Les experts donnent des avis. Cette année, sur la vague E, il a plu du défavorable, une saucée de mauvais avis, comme si on voulait nous noyer. Les justifications sont variables : trop d'échecs en licence, pas assez de suivi du devenir des diplômés, manque de professionnalisation, de mobilité internationale,

SYLVAIN PATTIEU
Écrivain et maître de conférences en histoire à l'université Paris-VIII

d'enseignants titulaires ou pas assez d'intervenants extérieurs. Ça part dans tous les sens mais il y a des lignes de force : une méconnaissance de nos métiers, des conditions de leur exercice, des effets délétères du manque de

postes, de moyens. Et une absence totale de prise en compte du contexte social de nos étudiants, l'imposition par en haut de normes désincarnées, l'utilisation d'un langage aux apparences techniques pour conclure tout et n'importe quoi. Et c'est pas fini : un déni de la portée critique des connaissances, un rejet de la formation par la recherche, un acharnement contre le service public. On devine, derrière ces mauvaises manières, la volonté de faire « *quoi qu'il en coûte* », socialement, des économies et la perspective de favoriser l'enseignement supérieur privé en plein essor.

On n'en est pas aux mots interdits, aux chercheurs licenciés. Même si le budget de la recherche a été sérieusement sabré, même si les procès en wokisme et en islamogaucho existent déjà. Il y a bien un océan entre le Hcéres et le Doge. On est très inquiets : parce qu'on est grignotés, et carrément entamés, d'année en année, de soi-disant autonomie des universités en moyens supprimés. Mais aussi parce qu'à travers ces avis défavorables, notre travail est méprisé, notre fonction dévalorisée. Une partie du sale boulot est faite. Ça peut aller très vite, ensuite. C'est pas si loin, les États-Unis. De plus en plus proches. En attendant, on ne se résigne pas, on se bat. ■

TRIBUNE

Donner ses droits à la nature

Qui hait les arbres, au point de les agresser ? Personne. Qui hait l'eau au point de la polluer, ou le lynx au point de le tuer ? Quidonc hait la nature ? Finalement tout le monde l'aime, mais tout le monde l'abîme. C'est pourquoi il est essentiel de donner des droits à la nature, pour la faire passer d'un objet qu'on casse à un sujet qu'on regarde, et qu'on respecte.

Car le droit n'est pas que la loi et la froide règle ; il est l'expression d'une prise de conscience sensible. Il définit pour l'humain la limite entre le supportable et l'odieux. La décision du tribunal de Toulouse de stopper le chantier de l'A69 condamne l'inutilité du saccage des espaces naturels, pour des avantages hypothétiques. Le sujet du droit est hautement culturel, il est le reflet de nos valeurs fondamentales. Au XIX^e siècle, les peintres de Barbizon et George Sand se sont battus pour protéger la forêt de Fontainebleau de l'abattage.

Ils ont créé une sorte de ZAD d'artistes avant l'heure, quand le roi Louis-Philippe abattait les chênes pour les remplacer par des pins de meilleur rapport. De nos jours, on appelle cela « valoriser ». Mais les artistes ont gagné : la France a été pionnière dans la défense de l'environnement, inspirant la création du parc de Yellowstone aux États-Unis (1872). Ces artistes ont fait œuvre utile en accordant un droit subjectif à l'arbre : le droit de vivre. Ils ont pressenti ce que les scientifiques démontrent aujourd'hui, sur la

TEXTE COLLECTIF

coopération intelligente et la communication entre végétaux et animaux. À ce titre, la protection des espaces sauvages est une première étape indispensable.

Elle conduit à l'étape suivante : celle des droits de la nature. Un objet mort n'a pas de droits. Et on ne peut pas protéger ce qui n'a pas de droits. Mais reconnaître la vie à un arbre, à une montagne, à un fleuve, c'est lui donner le droit de se défendre. La forêt, l'eau et les animaux rentrent alors dans un rapport social et interactif avec l'humain. Le Conseil d'État reconnaît comme une liberté fondamentale (20 septembre 2022) le droit à chacun de vivre dans un environnement respectueux de la santé. La même année, le Sénat espagnol reconnaît des droits à la Mar Menor, une lagune d'eau salée sur les bords de la Méditerranée. En Inde ou en Nouvelle-Zélande, des exemples se multiplient.

Reconnaitre comme des personnes juridiques ces éléments de nature, rivières, fleuves, lacs, Terre mère, c'est reconnaître l'interdépendance qui unit les droits de la nature et les droits de l'humain. Car où seraient les droits de l'homme quand la nature serait saccagée ? Si on nous prive des jouissances, des beautés comme des ressources, on ne protégera plus que des droits secondaires ou périphériques. Que le Conseil d'État reconnaîsse le droit de respirer un air sain, c'est bien. Encore faudra-t-il en créer les conditions. Au travers des droits de la nature, c'est l'équité entre les

TRIBUNE

Des bureaux vacants et des étudiants sans abri

S'il existe un point commun entre le logement et l'enseignement supérieur, c'est bien l'abandon de toute politique publique ambitieuse ces dernières années. Et dans les deux cas, ce sont les étudiantes et étudiants qui souffrent de cet abandon. Aujourd'hui, nous agissons comme organisation étudiante ou comme élu local. Mais cela ne peut suffire. L'État doit être à nos côtés pour garantir le droit effectif au logement pour toutes et tous. Des solutions existent, mobilisables à court et à moyen termes.

Cinq millions de mètres carrés de bureaux sont inoccupés en Île-de-France et un peu plus de 9 millions dans toute la France. Pendant ce temps, la pénurie de logements étudiants ne cesse de s'aggraver. Notre pays compte 173 millions de mètres carrés de bureaux. Depuis le développement du télétravail, nous assistons à une hausse de la vacance des bureaux. La transformation de bureaux en logements, si elle peut se heurter à des difficultés techniques, reste la solution prioritaire, en particulier pour les étudiantes et étudiants. En

LÉNA RAUD
Secrétaire nationale
de l'Union des étudiants
communistes

JACQUES BAUDRIER
Maire adjoint PCF de
Paris chargé du logement
BARBARA GOMES
Conseillère PCF de Paris
déléguée à la protection
des locataires

effet, la conception des bureaux se prête plus facilement à une transformation en logement étudiant qu'en logement familial.

La région Île-de-France compte 800 000 étudiantes et étudiants dont quelque 139 000 boursiers. Le nombre d'étudiants a augmenté de 25 % en dix ans, sans que les capacités en termes de logements suivent ce rythme. Si l'on cumule les résidences Crous, les résidences conventionnées ainsi que la Cité internationale universitaire, seuls 60 000 logements étudiants à tarif social existent en Île-de-France.

Plus d'un étudiant boursier sur deux est donc privé d'accès au logement étudiant. Ces derniers sont contraints de rester dépendants de la solidarité familiale et de jobs étudiants, qui restent la première cause d'échec dans l'enseignement supérieur. Ces 5 millions de mètres carrés de bureaux vides en Île-de-France, un chiffre en hausse de 10 % sur un an, paraissent donc absurdes au vu de la pression subie dans les autres secteurs de l'immobilier francilien, et particulièrement le logement étudiant.

Nous ne restons pas spectateurs des dysfonctionnements d'un marché immobilier incapable de se réguler. À l'image du dispositif d'encadrement des loyers, qui porte ses fruits dans les villes dans lesquelles il est appliqué, il est du devoir de l'État de nous donner les moyens de reconquérir ces millions de mètres carrés vides. Afin de transformer les bureaux en logements étudiants,

il est nécessaire d'engager un travail partenarial entre les bailleurs, l'État, les collectivités territoriales, les sociétés d'aménagement et les établissements d'enseignement supérieur.

Beaucoup de propriétaires de ces bureaux vacants, qui ne sont plus adaptés au marché, refusent de les céder à leur vraie valeur. Comme l'a proposé le récent rapport rendu au ministre du Logement rédigé par André Yché, il est indispensable de dévaloriser ces actifs pour qu'une vraie dynamique de transformation s'engage.

Pour cela, il faut des moyens financiers supplémentaires pour le logement étudiant, l'État se désinvestissant de plus en plus à travers le budget famélique de la vie étudiante. La solution est la mise en

place d'une fiscalité spéciale sur les bureaux vacants. Cette nouvelle taxe aura pour effet de rendre plus contraignante la conservation des bureaux vacants pour les propriétaires. Elle devra alimenter un fonds national pour le développement du logement étudiant. Nous créons un principe de solidarité territoriale pour que les recettes issues du territoire le plus

dynamique en termes de bureaux, c'est-à-dire l'Île-de-France, puissent irriguer le territoire.

Aussi, dans le cadre des travaux parlementaires et des discussions budgétaires qui vont s'ouvrir, nous vous demandons, monsieur Bayrou, de vous emparer de ce sujet central pour le droit au logement des étudiantes et étudiants. Bien sûr, cela

ne peut suffire à répondre à l'ensemble des besoins. La politique du logement nécessite une réponse plus large, structurelle, un véritable changement de paradigme sortant le logement des logiques d'un marché incapable de garantir un droit effectif au logement. Notre proposition se veut un point d'appui. Monsieur le premier ministre, il est temps d'agir ! ■

**Il est du devoir
de l'État
de nous donner
les moyens
de reconquérir
les millions
de mètres carrés
vides.**

forces humaines et non humaines que nous défendons. Cette approche ne peut que renforcer le contrat républicain. Car où en est la promesse républicaine d'équité, de solidarité, de liberté ?

À l'heure où l'État de droit se voit menacé dans le monde ; à l'heure où les gardiens de la nature se voient attaqués, où l'on cherche à décrédibiliser les engagements militants, le droit et ses magistrats jouent un rôle essentiel. Au travers de leurs arrêtés, ils modèlent aussi sûrement le futur écologique et nos paysages que les acteurs politiques. Les luttes emblématiques qui s'appuient sur le Code de l'environnement redonnent sens, utilité et noblesse au métier de magistrat. Avoir confiance en la justice n'est pas un vain mot, quand il s'agit de défendre les conditions de l'existence. Si la loi sanctuarise ce qui est bon pour la société, notre rapport à la Terre doit en faire partie. Une enquête Harris interactive / Pour un réveil écologique (2023) révèle que 70 % des jeunes de 18 à 30 ans sont prêts à renoncer à un emploi dans une entreprise qui ne prendrait pas en compte les enjeux environnementaux. Les jeunes magistrats ne peuvent que s'en inspirer positivement pour faire évoluer le droit. Car soutenir les droits de la nature, c'est protéger les droits de tous les vivants. Et revenir ainsi à la source du droit, comme à celle de la vie. ■

Signataires : Patrick Scheyder, pianiste et auteur, cofondateur de l'Écologie culturelle, Thomas Brail, arboriste-grimpeur, fondateur du GNSA, Marine Calmet, juriste, fondatrice de Wild Legal, Nicolas Escach, géographe, directeur du Campus des transitions Sciences-Po Rennes-Caen, Noémie et Thomas Jolly, Ecotalk.



SOPHIE BESSIS

«Il faut désoccidentaliser l'universalité»

IDÉES L'humanité n'a jamais été tant en danger. Comment peut-elle sortir de la double impasse dans laquelle l'ont plongée les fondamentalismes marchand et religieux ? L'historienne et autrice dégage des pistes de réponses.

Néolibéralisme et intégrismes identitaires et religieux ont émergé au tournant des années 1980 et ne cessent depuis de prospérer, prenant en état l'universel ou ce qu'il y a de commun à l'humanité. Dix ans après une première parution, l'ouvrage actualisé de l'historienne Sophie Bessis résonne fortement dans la période d'effroi que nous vivons. *La Double Impasse* (1) est un véritable « laboratoire où se donne à observer notre humanité postmoderne », écrit le philosophe Souleymane Bachir Diagne dans sa postface.

Entre le moment où le livre a fini d'être écrit et aujourd'hui, que dites-vous de ce qui est en train de se passer avec l'avènement du techno-fascisme et l'accélération des exacerbations que vous évoquez déjà ?

Oui, ça va vite, tout va très vite. Si j'ai tenu à republier ce livre un peu plus de dix ans après sa première édition, c'est parce que, malheureusement, il reste d'actualité. Sa pertinence est décuplée par le fait que, avant l'élection de Trump, mais encore plus depuis son élection, on assiste à ce que j'appellerais une désinhibition des postures politiques les plus délirantes. Que ce soit la guerre menée par Israël à Gaza ou les guerres dans d'autres régions du monde, il n'y a plus de limite à la violation de toutes les régulations internationales, de toutes les règles de droit et en particulier de tout l'édifice du droit international construit dans le sillage des horreurs de la Seconde Guerre mondiale. *La Double Impasse* pose la question de la capacité de nuisance croisée entre le fondamentalisme marchand et le fondamentalisme religieux qui ne concerne pas seulement l'islam mais toutes les autres religions. Cela vaut la peine qu'on s'y arrête de nouveau.

Vous êtes une des rares chercheuses à parler de « fondamentalisme marchand », et même de « théologie marchande ». Qu'entendez-vous par là ?

L'emploi de ce terme est tout à fait réfléchi. En effet, la modalité du capitalisme que nous vivons depuis le

début des années 1980 fonctionne exactement comme une théologie. Il s'appuie sur des croyances. Première croyance, la capacité infinie d'autorégulation du marché. Or, le marché ne peut pas s'autoréguler de façon infinie. Deuxième croyance, la possibilité de poursuivre une croissance infinie dans un monde fini. Or, cela mène l'humanité et tout le vivant à sa perte. Emmanuel Macron avait repris cette croyance à son compte avec l'effet de ruissellement. Or, la démonstration avait été déjà faite, avec les pays sous-développés, que cela ne marchait pas. On a des preuves du contraire. Mais le fondamentalisme n'a pas besoin de preuves.

Ces deux fondamentalismes religieux et marchand se nourrissent-ils mutuellement ? Nous voyons en Syrie les choix néolibéraux du nouveau régime islamiste...

En tout cas, s'ils ne sont pas des alliés conscients, ils ne se gênent pas l'un l'autre. Tous les fondamentalismes religieux, qu'ils appartiennent à l'islam, au christianisme, au judaïsme ou même à l'hindouisme de M. Modi, sont tous ultra-libéraux. Lorsqu'ils prennent des mesures sociales, c'est selon des logiques caritatives. Ainsi, par exemple, avec les islamistes, c'est le retour à la « zakat » ou l'aumône. Le riche doit faire l'aumône, c'est un devoir religieux. Il ne s'agit pas d'établir une justice sociale. Tous ces fondamentalismes s'accompagnent fort bien de l'inégalité sociale. Dans le fondamentalisme protestant, d'où dérivent la plupart des mouvements évangéliques, la richesse est un signe d'élection divine. Et le pauvre, c'est un peu sa faute. On n'est pas loin de Trump et de Musk. Dans le fondamentalisme marchand, la seule unité, c'est que l'homme est un homo economicus. Dans les fondamentalismes religieux, il y a des différences incommensurables entre les humains. Une espèce d'étanchéité entre les cultures qui ne gêne pas la mondialisation libérale dominante. À partir du moment où un État respecte ce libéralisme économique, il peut fonctionner dans une réclusion identitaire totale. Ainsi les monarchies du Golfe sont très intéressantes à

étudier. L'Arabie saoudite, quelles que soient ses évolutions en termes de modernisation autoritaire, est considérée comme un paradis pour les banques. C'est la même chose pour les Émirats. Dans ces principautés du Golfe, il y a toutes les succursales des plus grandes banques mondiales. La banque et le Coran fonctionnent très bien ensemble.

Vous consaciez un chapitre aux révoltes et contre-révoltes. Diriez-vous que nous sommes actuellement à l'ère des contre-révoltes ?

Nous avons connu au cours de la dernière décennie ce que l'on peut appeler une contre-révolution. Je pense particulièrement au monde arabe et à la période qui a suivi ce que l'on a appelé « les printemps arabes » avec leurs aspirations démocratiques. Ces dernières ont été mises à mal

en Égypte et en Tunisie par exemple. Parmi les acteurs principaux de ces contre-révoltes, les monarchies du Golfe ont été extrêmement efficaces en employant, si c'était nécessaire, des moyens militaires, comme l'a fait l'Arabie saoudite en envoyant des troupes à Bahreïn. Ailleurs, je ne sais pas si on peut parler partout de contre-révolution, dans la mesure où les situations concrètes ne sont pas toujours les mêmes. Mais que l'on parle de contre-révolution ou pas, c'est-à-dire d'action concertée ou pas, il est évident que nous sommes dans une séquence très agressive de notre histoire collective en tant qu'humains. »

«Il est évident que nous sommes dans une séquence très agressive de notre histoire collective en tant qu'humains.»

«L'universel à l'épreuve des fondamentalismes», c'est le titre et la question centrale de votre ouvrage. L'universel se conjugue-t-il au pluriel ou, comme le dit Antoine Lilti, faut-il « pluraliser l'universel » ?

Je ne le pense pas. À ce propos, je n'emploie plus le terme d'universalisme, mais celui d'universel. L'universalisme a été dévoyé par les entreprises impériales des Occidentaux. Nous avons assisté à partir de la colonisation, même à partir des Lumières – c'est la face obscure des Lumières –, à ce qu'on pourrait appeler un universalisme impérial. Il servait à justifier les



PH. GALBRAITH

ENTRETIEN

entreprises impériales des pays occidentaux. Il n'est pas nécessaire alors et il est même peut-être dangereux de le pluraliser. J'emploie le singulier parce qu'il y a quelque chose de commun à toute l'humanité. Quand un être humain est torturé, il l'est de la même façon. Qu'il soit chinois ou camerounais, syrien ou gazaoui, il éprouve la même souffrance. Nous devons revenir à des choses basiques pour fonder notre réflexion, revenir à l'humain. Qu'est-ce que la souffrance ? Qu'est-ce que la perte de dignité ? Que sont ces choses très simples pour lesquelles les humains vivent ? Il faut, en revanche, que cet universel ne soit pas considéré comme une modalité

«Aujourd'hui, la parole des pays qui s'autoproclament démocratiques n'est plus crédible, leurs actes encore moins.»

Votre approche permet d'inverser un regard trop souvent «occidentalocentré». Vous regardez aussi à partir du Sud. Pourquoi est-il important de repositionner son regard ?

de l'impérialisme occidental. Parce que c'est ça le problème. Il faut faire un travail de réappropriation de cet universel par tous les humains. Tous doivent se sentir appartenir à l'universel. Il est évident, par exemple, que toute démocratie n'est pas forcée de ressembler au parlementarisme britannique. Mais les fondamentaux de la démocratie sont les mêmes partout. Il est absolument nécessaire de désoccidentaliser l'universalité.

Avant tout, il n'y a pas les bons au Sud et les méchants au Nord. Pour ce qui est des fondamentalismes marchand et religieux, ils se portent très bien au Sud. Cela dit, rappelons que ces pays que l'on appelle occidentaux, c'est-à-dire l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, se sont, depuis les Lumières, autoproclamés les inventeurs, les gardiens, les dépositaires et les défenseurs de ces fameuses valeurs. Or, aujourd'hui, plus que jamais, ils les ont systématiquement violées. La colonisation, fondée sur une hiérarchie des races, prétendait exporter ces valeurs. Aujourd'hui, le double standard a atteint des niveaux totalement caricaturaux. Les États occidentaux se félicitent quand M. Poutine est inculpé par la Cour pénale internationale – ce qu'il mérite largement –, et sont scandalisés quand M. Netanyahu est inculpé par la même CPI, ce qu'il mérite tout aussi largement. Aujourd'hui, la parole des pays qui s'autoproclament démocratiques n'est plus crédible, leurs actes encore moins. Qui peut prendre la relève ? Je n'accorde qu'une confiance très mesurée à la plupart des gouvernements des pays du Sud. Les classes dominantes de ces pays sont des consommatrices tout aussi effrénées si ce n'est davantage que leurs homologues des pays du Nord.

On parle de plus en plus de « Sud global », qu'en pensez-vous ?

Il n'y a pas un Sud. On dit le Sud, par une espèce de nostalgie de ce que suggère le tiers-monde. Les paradigmes ont changé. On ne peut plus considérer le Sud aujourd'hui comme ce que fut ou ce qu'on espérait que soit jadis le tiers-monde. Je ne suis pas tout à fait en phase avec cette notion de Sud global parce qu'il est très hétérogène. On ne peut pas mettre l'Inde et le Burkina Faso dans le même tiroir. Qu'est-ce qui rapproche l'Afrique du Sud de la Chine ? Ces pays ont des intérêts différents. Ce qu'on appelle le Sud global n'est pas du tout uni sur la question palestinienne qui a occupé et continue d'occuper notre actualité. L'Inde de Narendra Modi est tout à fait proche du gouvernement de M. Netanyahu, dont il partage des fondamentaux idéologiques comme la réclusion identitaire, une espèce d'ethnocentrisme à base religieuse.

Revenons à votre question : qui peut prendre la relève ?

L'espoir en la capacité de l'humanité à conjurer les catastrophes annoncées, comme vous l'écrivez, est-il toujours là ?

Je ne sais pas. Il y a deux façons de voir les choses. Si on prend les droits civils et politiques et les droits économiques et socioculturels, nous sommes dans une période de régression, mais les choses peuvent changer. Il peut y avoir des séquences historiques démocratiques. Malgré la guerre qu'on leur mène, il y a dans le monde, aujourd'hui, des sociétés civiles, des associations, mouvements citoyens qui sont prêts à se battre. Malgré tous les discours essentialistes et culturalistes que l'on peut avoir au Nord comme au Sud, il y a des citoyens qui se battent pour leurs droits, qui croient à la supériorité des principes démocratiques sur les dictatures, qui veulent pouvoir choisir leurs gouvernements, qui veulent que l'humain prime sur la marchandise et le profit, qui ne veulent plus que l'on saccage la planète pour augmenter les dividendes des actionnaires de multinationales. Ces consciences-là, on les trouve partout dans le monde. Il y a des solidarités mondiales qui peuvent se fonder sur de nouvelles bases, sur d'autres bases que celles qui sont en train de s'effondrer sous nos yeux. En revanche, concernant ce que l'on nomme « la troisième génération » de droits, relatifs à l'environnement, nous sommes dans une course contre la montre. Malheureusement, je crains qu'elle ne soit pas gagnée par l'humanité. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LATIFA MADANI

(1) *La Double Impasse. L'Universel à l'épreuve des fondamentalismes*, de Sophie Bessis, éditions Riveneuve, 352 pages, 14,50 euros.

**LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN**


Méthode(s)

DÉRAILLER L'autre jour, pour résumer les agissements de François IV dans la dernière période, un ami socialiste de la Cour des comptes, qui en a vu d'autres depuis près de quarante ans à user son âme dans les cabinets ministériels et les coulisses du pouvoir, évoquait la situation par ces quelques mots : « *Improvisations et ambiguïtés stratégiques*. » Et il ajoutait : « *De ce qu'on me rapporte, j'ai rarement connu ça. Trois mois après l'installation du Béarnais rue de Varenne, Matignon n'a jamais semblé aussi vapouieux à ceux qui le pratiquent. Certains parlent même d'un "canard sans tête", c'est dire...* » Qualifié d'« *équilibrisme* » par ses proches depuis sa nomination, François IV donne désormais l'impression de dérailler. À en croire certaines indiscretions, rapportées notamment par *le Monde*, les conseillers thématiques de Matignon ne seraient pas ou rarement sollicités, sachant que le premier sinistre – qui abhorre la haute fonction publique, jugée « *nondémocratique* » – ne prendrait jamais la peine de se positionner sur un grand nombre de sujets, qui, par définition, finissent par échapper au commentaire médiatique. Cette mise à l'écart des conseillers l'amène parfois à commettre quelques impairs. Celui de dimanche dernier, dans le genre, s'apparente à une volte-face... pour le moins spectaculaire.

RETRAITES Dimanche donc, François IV a exclu publiquement un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, alors que le fameux « *conclave* » sur la question, dont on ne sait que penser, est toujours en cours. Il l'a dit comme ça, au détour d'une phrase, au micro de France Inter. Fermez le ban ! Alors que la gauche et quelques syndicats crient à la « *trahison* », Matignon s'efforce depuis de relativiser.

Pas facile. Officiellement, François IV aurait juste « *rappelé* » le cadre des discussions entre les « *partenaires sociaux* » : rediscuter « *sans totem* » ni « *tabou* » de la réforme de 2023, mais avec l'obligation de permettre le « *retour à l'équilibre du système de retraites en 2030* ». Sans totem ni tabou ? Ah bon ?

Comme si certains syndicats et partis politiques n'avaient rien à proposer, même avec un retour à 62 ans ? S'agit-il d'une monumentale connerie du premier sinistre ou d'un coup de bluff ? Comme souvent avec lui, même ses alliés du bloc central peinent à savoir si le centriste a commis un impair dont il est coutumier, ou s'il maîtrise ce qu'il dit, anticipant les éventuelles conséquences. « *Le timing est surprenant, et pourquoi reparle-t-il de l'âge comme seul marqueur de la discussion ?* » disait par exemple le député (Renaissance) Guillaume Gouffier Valente. Identique tonalité dans la bouche du ministre de l'Économie, Éric Lombard : « *C'est aux partenaires sociaux de décider.* » Presque un recadrage. Jusque-là, tout glissait, ou à peu près, sur François IV. Les motions de censure, avec l'aide des socialistes certes, se perdaient dans des phrases à rallonge. Et les couacs entre ministres nourrissaient une espèce d'ode à la liberté de parole, une forme de gestion « horizontale ». La périple sur les retraites vient à point nommé nous rappeler que l'habileté supposée de l'hôte de Matignon a ses limites.

AUTOGESTION Comme l'écrivait récemment *le Monde* : « *Le premier ministre garde jalousement la main sur sa communication. Il refuse de nommer un chef de pôle pour organiser ses interventions et ses rares déplacements. Depuis toujours, il répond directement aux journalistes qui le sollicitent et se repose sur un Carré de fidèles collaborateurs.* » Un ancien premier ministre euphémise : « *Ce n'est pas un Matignon hyper-rangé, ni Carré.* » Les ministres seraient, selon l'expression de l'un d'entre eux, « *en autogestion totale* », d'autant que les réunions interministérielles sont peu nombreuses, et lorsqu'elles ont lieu, elles débouchent rarement sur un arbitrage. Les séminaires gouvernementaux ou réunions de travail s'enchaînent, sans décision à l'issue. Entre « *discussions de comptoir* » et « *petits déjeuners* » où François IV « *distribue la parole, écoute, mais parle peu* », tout le monde se perd en conjectures. Car, pendant ce temps-là, les semaines s'écoulent, et Mac Macron II tente de parader sur une scène internationale sens dessus dessous... ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à *l'Humanité*,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Souveraineté industrielle

Joël Simon

Par Internet

Dans leur comédie *Délocalisés*, Rédouane et Ali Bougerabia imaginent la délocalisation d'une PME bien française en Inde. La comédie se régal de nos défauts et de nos travers bien français, décalés et projetés dans un autre monde. En février 2025, le groupe ArcelorMittal a annoncé la délocalisation de toutes ses activités supports (informatique, finances, ressources humaines, etc.) en Inde. Ce n'est plus de la comédie et du rire. La réalité a dépassé l'imagination. En 1981, la gauche a nationalisé la sidérurgie française bien mal en point. À force de travail et d'investissements, elle en a fait le numéro un mondial. En 2006, cette industrie nationale est vendue à Mittal. Arcelor est alors le leader mondial des aciers haut de gamme. Son endettement est nul. Il y a 17,6 milliards d'euros de

COURRIER

fonds propres dans les coffres. C'est une très belle opération pour Mittal. Depuis son acquisition, Mittal a réalisé sur Arcelor près de 50 milliards d'euros de profits. Mais les installations ne sont plus entretenuées, les conditions de travail sont déteriorées, les accidents du travail sont nombreux. Mittal délocalise partiellement en Inde, renonce à ses investissements en France et imagine de très beaux projets en Alabama, aux États-Unis. Nous avons vendu nos bijoux de famille aux malfaisants internationaux, qui n'ont cure ni du patrimoine humain ni du patrimoine industriel. Les mots souveraineté, indépendance, fleurissent beaucoup dans les discours de nos dirigeants. Nous avons même un ministre à la Souveraineté industrielle. Les salariés ont entamé leurs premières actions à Dunkerque mais nous n'avons pas encore entendu la souveraineté industrielle dire son premier mot, pousser son premier cri. ■

François IV, entre improvisations et ambiguïtés stratégiques.

ANNONCES CLASSÉES

Passez votre annonce dans **l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr**

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comediance.fr



Vacances

VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC
TLC
TOURISME

CIRCUIT ALBANIE !
11 au 20 mai 2025 (10 jours/09 nuits)

A partir de 2 570 € TTC

Détail des programmes sur demande, informations et réservations

LVJ/TLC
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com



Les obsèques de Jules Verne, le 28 mars 1905, à Amiens dans l'Oise. M/KHARBINE/LA COLLECTION

Jules Verne est mort... son œuvre est vivante

LITTÉRATURE L'auteur de *Cinq semaines en ballon* et de *Vingt mille lieues sous les mers* meurt à Amiens le **24 mars 1905**. Plus de 5 000 personnes assistent à ses obsèques dans la cité de la Somme où il a trouvé refuge. Léon Blum lui rend un hommage dans *l'Humanité*.

Né à Nantes en 1828, Jules Verne s'installe à Amiens en 1871, alors qu'il est déjà un célèbre romancier. Il adopte rapidement cette ville en s'y investissant comme citoyen actif, conférencier, membre de plusieurs associations et même conseiller municipal. Quand il décède le 24 mars 1905, il a déjà fortement ralenti toutes ses activités, se consacrant essentiellement à l'écriture de ses romans. Il a aussi quitté sa grande maison située rue Charles-Dubois en 1900, pour loger dans une demeure plus modeste au 44, boulevard Longueville (aujourd'hui boulevard Jules-Verne). L'annonce du décès de Verne a un retentissement considérable en France et à l'étranger. La famille

reçoit des centaines de messages d'origine très variée : chefs d'État étrangers, lecteurs anonymes, écoliers, l'équipe du Théâtre du Châtelet où plusieurs de ses pièces ont été jouées, la Société des auteurs et compositeurs.

LA GÉOGRAPHIE LE PASSIONNE

Jules Verne est enterré le 28 mars. Ses obsèques attirent plus de 5 000 personnes, malgré le froid extrêmement rigoureux. Après une cérémonie religieuse, quatre discours sont prononcés par le docteur Fournier, directeur de l'Académie des sciences, lettres et arts d'Amiens, Charles Lemire, délégué de la Société de géographie, M. Bousigues, président de la Société industrielle, et M. Queste, au nom du groupe espérantiste d'Amiens. Parmi les personnalités présentes, de nombreux élus et

officiels, l'éditeur Jules Hetzel fils, les amis Albert Roze et Robert Godefroy...

Il est intéressant de s'arrêter sur ces institutions et personnalités. L'Académie des sciences, lettres et arts d'Amiens a élu Jules Verne dès 1872 et il est très assidu aux réunions, lui donnant la primeur de textes inédits dont une réverie sur un Amiens utopique, *Une ville idéale* (1875). Jules Verne est membre de la Société de géographie de Paris depuis 1865, se sentant un peu intrus puisqu'il n'est pas géographe, même si cette discipline le passionne.

La Société industrielle, dont Verne fait partie depuis 1882, propose une riche bibliothèque où il se rend chaque jour pour y prendre connaissance de la presse et discuter avec l'un ou l'autre de ses membres. Le romancier a accepté d'être président d'honneur du groupe espérantiste d'Amiens en 1903,

HISTOIRE

car il s'intéresse à cette langue internationale à laquelle il envisage alors de consacrer un roman.

Jules Hetzel est un des grands éditeurs du XIX^e siècle ; il publie en 1863 le premier roman de Verne, *Cinq semaines en ballon*, et sera son seul éditeur. À partir de 1873, le fils Jules Hetzel participe à la gestion de la maison d'édition et il en prend la responsabilité après la mort de son père en 1886, poursuivant avec le romancier un dialogue sur chacun de ses romans. Albert Roze, un ami de Verne depuis plusieurs années, va réaliser la sculpture de sa tombe en 1907, ainsi qu'un monument qui sera érigé près de sa maison en 1909. Enfin, Robert Godefroy est un ami proche, homme politique qui présente la candidature de Jules Verne au conseil municipal en 1888 et lui inspire deux personnages, Godfrey Morgan dans *l'École des Robinsons* (1882) et Godfrey dans *Mistress Branican* (1891).

On rapporte aussi qu'un étranger, un Britannique, se présente au moment des obsèques et répète à chacun des membres de la famille une phrase de condoléances, la même toujours. Visiblement ému, il est froid et raide. Pour tous, c'est certain : c'est Phileas Fogg !

« L'INSTINCT DE CURIOSITÉ »

Quelques jours plus tard, le 3 avril 1905, Léon Blum rend hommage à Jules Verne dans *l'Humanité*. Il souligne la valeur littéraire de son œuvre (ce qui est rare !) et sa portée morale. Ses personnages sont des modèles, écrit-il, car «ils n'ont pas l'orgueil de la conquête» et il ajoute : «Ce sont des héros pacifiques. Et ce n'est pas chose indifférente d'avoir, pour la première fois, voulu et su développer l'instinct de curiosité ou d'aventure sans éveiller par là même les instincts brutaux, la férocité naturelle. (Son œuvre) a propagé, avec le goût de l'aventure, le goût de la recherche scientifique, la confiance dans la force supérieure de la raison.»

Jules Verne disparaît, mais son œuvre reste vivante. Cent vingt ans après, il est un auteur encore très célèbre non seulement en France, mais dans le monde entier. Ses romans sont traduits dans toutes les langues et passionnent des millions de lecteurs. Ils font l'objet de multiples adaptations au cinéma et à la télévision, ainsi qu'au théâtre, en bande dessinée, en opéra, en jeu vidéo. Ses personnages connaissent de nouvelles aventures : Nemo, Phileas Fogg ou Michel Strogoff sont repris par d'autres auteurs dans des romans ou des films.

En France et dans de nombreux pays, des associations s'intéressent à Jules Verne et à son œuvre, rassemblant ses admirateurs et ses spécialistes, et publiant des bulletins et revues. Et plusieurs lieux continuent à le faire vivre, telle la Maison de Jules Verne à Amiens et son musée à Nantes. ■

DANIEL COMPÈRE
CHERCHEUR EN LITTÉRATURE

Auteur de *la Science romanesque de Jules Verne*, Encrage/AARP, 2013, et *les Romans populaires*, Presses Sorbonne nouvelle, 2012.

Laurent Claessens et son «bébé» *Frido*, manuel universel de math

Son livre détonne au milieu des ouvrages du concours de l'agrégation : au format collaboratif, il se veut une réponse durable à un monde de l'édition engagé dans une course éperdue au renouvellement.

C'est un livre de désormais 3000 pages qui n'en finira probablement jamais. Pour la simple et bonne raison qu'il s'agit d'un ouvrage plutôt collaboratif, même s'il a un auteur principal, qu'il est accessible librement sur Internet, perpétuellement enrichi et corrigé, et que depuis une douzaine d'années maintenant il aide les étudiants à préparer l'agrégation de mathématiques. Son nom, *le Frido*. Son auteur, un mathématicien belge, Laurent Claessens. Ses notes de cours sont devenues un contenu de plus en plus structuré, admis à l'oral de l'agrégation parce que Laurent Claessens a pris le règlement du concours à la lettre. L'oral, c'est une heure de « leçon », où l'on doit donner tout ce que l'on sait sur un sujet, après quatre heures de préparation. Au nom de l'équité entre candidats, le règlement du concours définit strictement la liste des ouvrages qui peuvent être utilisés. Les candidats arrivent donc soit en tirant leur valise à roulettes emplie de leurs propres livres ou de leur version numérique, ou bien piochent dans les malles que les universités qui préparent au concours expédient à Paris pour nourrir la bibliothèque commune à tous les candidats – l'oral cette année débute le 12 avril au lycée Pierre-Gilles de Gennes à Paris.

DIFFUSER GRATUITEMENT DES RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

Comment faire quand *le Frido* n'émane pas d'un éditeur reconnu et est de surcroît un document numérique volontairement écrit dans un format librement modifiable, en langage LaTeX ? « Le règlement du concours de l'agrégation stipulait qu'il fallait un ISBN (numéro identifiant de manière unique chaque édition de chaque livre publié – NDLR) attribué il y a plus de six mois. Renseignement pris, pour obtenir un tel numéro d'ISBN, il suffit d'envoyer un mail à l'Afnil – l'Agence francophone pour la numérotation internationale du livre. J'ai profité de cette faille dans le règlement », explique Laurent Claessens.

Et cette faille, le mathématicien l'a mise au service de ses convictions. « Je trouve qu'il y a un énorme gaspillage de ressources. Si on regarde sur les sites des éditeurs spécialisés, des livres sont publiés juste parce que ceux de l'année passée ne sont plus en vente. Or, en exagérant à peine, on peut dire que le contenu des trois premières années de maths en 2025, sur les triangles rectangles, les espaces affines ou bien les sphères, est à peu près le même qu'en 1980. » D'autres initiatives telles que Sésamath, association qui diffuse gratuitement ses ressources pédagogiques et outils pour l'enseignement des mathématiques, valorisent aussi l'échange libre du savoir. « Qu'il y ait une douzaine

de mathématiciens français récipiendaires de la médaille Fields ne signifie pas que le pays soit fort en maths en général, assure Laurent Claessens. C'est comme aux jeux Olympiques : beaucoup de médailles d'or ne signifient pas que le système du sport fonctionne bien. Ça veut juste dire qu'il y a un système de sélection qui est très efficace. »

Avec *le Frido*, c'est donc une certaine idée de l'accès aux maths qu'il défend. Car le programme de l'agrégation est vaste, et les livres au contraire plutôt ciblés sur un thème. Résultat, le coût pour un étudiant peut vite grimper. « Ce que le Frido montre, je pense, c'est qu'il y a moyen d'avoir un livre en dehors du modèle économique des



« On peut dire que le contenu des trois premières années de maths en 2025 est à peu près le même qu'en 1980 », assure Laurent Claessens.

éditeurs, tout en étant relu par des pairs. En 2020, un lecteur – il doit bien être le seul à part moi ! – a lu tout le *Frido*, et m'a envoyé un millier de corrections, entre fautes de frappe ou trous de démonstration. Avec le temps, je pense que la densité de fautes qu'il y a dans le *Frido* ne sera pas tellement plus élevée que dans n'importe quel autre bouquin. »

En réalité, tout est la faute de Jacques Chirac. En annonçant en 1995 la reprise

« Qu'il y ait une douzaine de français récipiendaires de la médaille Fields ne signifie pas que le pays soit fort en maths en général. »

des essais nucléaires, le président de la République intrigue le jeune collégien belge. « C'est à ce moment-là que je me suis dit : mais comment ça marche, le nucléaire ? » L'élève, plutôt moyen en maths, se passionne alors pour la physique, les électrons, les atomes. Quand on aime, les maths deviennent alors faciles. Celui qui travaille désormais pour une start-up spécialisée, entre autres, dans l'IA n'aura paradoxalement que peu enseigné les maths. « Je ne suis pas un dresseur de lions, je n'avais aucune appétence pour la discipline », dit-il de ses années de lycée et de collège dans l'éducation nationale.

On le quitte sur une question : *Frido*, pourquoi ce nom ? Lorsqu'il prépare l'agrégation pour pouvoir enseigner en France, sa fille vient de naître. La quantité de travail que demande le concours fait que très vite, dans la famille belgo-italienne, c'est comme avoir deux bébés qui demandent chacun énormément d'attention. D'un côté donc une petite Frida, et de l'autre un bébé mathématique en gestation. Le surnom est resté. ■

LIONEL VENTURINI